



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1904 LUNDI 6 JANVIER 2014

Enseignement technique

Des difficultés dans la mise en œuvre des réformes



La formation des élèves doit s'adapter aux besoins du marché de l'emploi

En dépit de quelques succès enregistrés par le ministère de l'Enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi au cours de 2013, déclarée année de l'enseignement, les résultats obtenus appellent à plus d'efforts en 2014. Considérée par la tutelle comme une année de relance de ce sous secteur de l'éducation, 2013 a permis une véritable prise de conscience des grands défis qui attendent le ministère de l'Enseignement technique.

Page 7

INFRASTRUCTURES SPORTIVES

Le stade de Dolisie va doubler sa capacité d'accueil

Avec à peine trois mille places assises au départ, le stade Denis Sassou N'Guesso de Dolisie, dans le département du Niari, actuellement en chantier, va doubler sa capacité d'accueil avec la construction en cours des gradins additionnels d'une capacité de cinq mille places.

Pour les gestionnaires, ce réaménagement permettra d'élever les recettes du stade lors des grandes rencontres sportives nationales et internationales.

Page 24

RÉVEILLON D'ARMES 2013

○ Discours du président Sassou N'Guesso Page 11

○ Rapport du chef d'état-major général des Fac Page 12

ÉDITORIAL

Et le PCT...

Page 2

MESSAGE DE VŒUX DU CHEF DE L'ÉTAT

L'Upads commente l'adresse du président de la République

Le principal parti de l'opposition congolaise, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), a commenté sur différents angles le message de vœux du chef de l'État qui, selon son premier secrétaire, Pascal Tsaty Mabiala, n'est pas satisfaisant et est loin d'un engagement allant dans le sens de renforcer l'unité nationale à une période où, dit-il, « le pays est traversé par des divisions ethniques considérables ».

Qualifiant d'intimidation la mise en garde faite par le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, à l'endroit des fauteurs de troubles, le premier secrétaire de l'Upads a déclaré : « Nous ferons ce qu'une opposition démocratique dans un pays de droit doit faire. Nous devons préserver tous nos droits pour revendiquer ce qui est juste et républicain. Nous ne nous laisserons pas conter par ces menaces à peine voilées qui s'adressent à l'opposition ».

Page 3

FISCALITÉ

La direction des impôts projette plus de 600 milliards FCFA de recettes en 2014



Augmenter les recettes fiscales à 650 milliards FCFA contre 560,5 milliards en 2013, telle est la prévision que projette de réaliser la direction générale des impôts et des domaines en 2014. « Notre système fiscal doit tendre vers l'égalité et l'équité. Chacun doit payer au prorata de ce qu'il gagne, en fonction de ses possibilités. Il faut éviter un système fiscal qui soit inéquitable, où l'on impose une catégorie de la population et pas une autre. Cela crée des ten-

sions, de la résistance. Il faut aussi un système concurrentiel parce que nous sommes dans un environnement mondial. Un système fiscal attractif afin que les capitaux étrangers puissent converger vers le Congo ». Pour le Directeur général des Impôts et des Domaines, Antoine Ngakosso, l'État doit se doter d'un système fiscal fort qui lui assure des moyens suffisants pour accomplir ses missions.

Page 3

ÉDITORIAL

Et le PCT...

D'aucuns le croyaient endormi, incapable par conséquent de se remettre en question. Mais voici qu'à quelques semaines d'une échéance politique importante il ouvre soudain l'œil, s'ébroue, semble vouloir se mettre en ordre de bataille comme le montrent les décisions prises ces derniers jours par la direction du parti. En commençant par le commencement, c'est-à-dire la mise à l'écart de personnalités qui, d'une manière ou d'une autre, s'étaient désolidarisées de lui.

Il ne nous appartient évidemment pas de porter le moindre jugement sur les cadres du parti visés par ce nettoyage grandeur nature. Il nous appartient, en revanche, de scruter la façon dont s'effectue l'opération afin d'en tirer des enseignements pour l'avenir proche ou lointain.

Ce qui frappe l'observateur dans cette affaire est la soudaineté et la vigueur avec lesquelles ce réalignement a été mené à bien. Au-delà, en effet, du signal qu'il envoie à ceux et à celles qui jouent le double jeu de l'appartenance et du séparatisme, elles semblent indiquer que le Parti congolais du travail, parti au pouvoir, a entrepris de se réorganiser en vue des combats politiques à venir. Avec en ligne de mire, certainement, les élections locales, dont on murmure à Brazzaville qu'elles se dérouleront avant la fin du premier trimestre de cette année, mais aussi, très vraisemblablement, toutes les grandes échéances programmées ou à programmer d'ici à l'élection présidentielle de 2016.

À un peu plus de deux ans de cette échéance, on peut conclure de son réveil soudain que le PCT entend convaincre les citoyens congolais de sa capacité à poursuivre la reconstruction de notre pays. Mais pour y parvenir, il lui faudra travailler en profondeur, comme l'a montré, en 2012, le taux d'abstention enregistré lors des élections législatives. Au-delà donc du coup de karcher qu'il vient de donner dans ses propres structures, le parti va devoir s'intéresser aux réalités du Congo profond plus sérieusement qu'il ne l'a fait jusqu'à présent.

Voyons donc comment il s'y prendra pour renforcer ses structures dans les différents départements et, surtout, pour faire émerger en son sein la nouvelle génération de cadres qui pérenniseront son action.

Les Dépêches de Brazzaville

CLUB 2002 PUR

Le débat sur les évolutions institutionnelles et constitutionnelles n'est pas un tabou

Le porte-parole national du Club 2002 PUR, Juste Désiré Mondele, a dressé le bilan de l'année 2013, le 28 décembre à Aubervilliers, en France. Selon lui, l'année écoulée a été caractérisée par des progrès économiques et sociaux.

Au cours d'une séance de travail avec les membres du parti de la fédération France-Europe, il s'est réjoui de la consolidation de la paix et du dynamisme écono-

mique qui s'amplifie avec le boom minier impulsé par la diversification de l'économie nationale.

Se référant à la Constitution de la cinquième République française du 4 octobre 1958, garantissant la stabilité des institutions publiques et l'équilibre des pouvoirs, Juste Désiré Mondele a appelé l'ensemble des militants à se tenir prêts afin de prendre activement part aux débats sur les évolutions institutionnelles et

constitutionnelles du Congo, qui, selon lui, doivent être menés sans tabou.

Par ailleurs, au regard de l'incident occasionné par la perquisition du domicile du colonel Marcel Ntsourou le 16 décembre dernier à Brazzaville, le porte-parole national du Club 2002 PUR a déploré les troubles intolérables à la paix des Congolais, chèrement recouvrés.

Josiane Mambou Loukoula

DESCENTE PARLEMENTAIRE

Les travaux des CSI de M'boubée et d'Abala traînent

Le constat a été fait par le député siégeant de la circonscription unique d'Abala, dans le département des Plateaux, François Tsimba, qui a effectué récemment une descente parlementaire dans sa contrée.

Financés par la Banque mondiale, les travaux de construction de deux centres de santé intégrés à M'boubée et Akou, confiés à l'opérateur Daria, qui ont démarré depuis dix-huit mois, peinent à prendre fin. « *Le second chantier se trouve juste à l'étape des fondations* », a-t-il déploré.

François Tsimba a également visité les chantiers relatifs à la municipalisation accélérée dans le district d'Abala, notamment la construction des hôtels de la sous-préfecture et de la mairie réalisés à Abala-centre. « *Ces deux chantiers qui ont démarré au mois de septembre se trouvent au niveau des fouilles pour la mairie réalisée par l'entreprise CTA et au niveau des fondations pour l'hôtel de la sous-préfecture réalisé par l'entreprise HP* », a rapporté le député.

S'agissant de la descente parlementaire,



François Tsimba demandant des explications sur un chantier à M'boubée

il a fait le compte-rendu des conclusions de la dernière session budgétaire et de la première session extraordinaire de la 13e législature, à ses mandats de la zone M'boubée constituée de onze villages. L'élu du peuple d'Abala a particulièrement commenté les grandes lignes du budget de l'État exercice 2014, ainsi que la loi portant création de l'université Denis-Sassou-N'Guesso à Kintélé.

Au terme de cette descente, François Tsimba a distribué des vivres aux onze villages de la zone M'boubée. Il s'agit, entre autres, des sacs de riz, des cartons de poissons salés, des bidons d'huile, des boîtes de tomates et bien d'autres. Une soirée dansante a ponctué le séjour de la délégation à Abala avec à l'honneur l'orchestre Amaya Authentique.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Coordonateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa
Société : Lucien Dianzenza
Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris
Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Adhass
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émile Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispian Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)
38 rue Vaneau 75007 Paris
Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

UPADS

Pascal Tsaty Mabiala : « Nous ferons ce qu'une opposition démocratique doit faire »

Le premier secrétaire de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), Pascal Tsaty Mabiala, a donné le point de vue de son parti suite au message de vœux du président de la République, Denis Sassou N'Guesso.



Pascal Tsaty Mabiala

Pascal Tsaty Mabiala a centré son intervention sur quatre points, à savoir : la cohésion nationale, les débats politiques de l'heure, l'éducation et l'intimidation dont le président a fait usage dans son message de vœux au peuple congolais. Abordant le premier point, le premier secrétaire de l'Upads a estimé que le président de la République n'avait pris aucun engagement allant dans le sens de renforcer l'unité nationale à une période, a-t-il dit, où le Congo est traversé par des divisions ethniques considérables.

Concernant les débats politiques, Pascal Tsaty Mabiala a souhaité que le chef de l'État édifie le peuple

sur le débat concernant la révision de la Constitution du 20 janvier 2002, qui alimente les conversations, notamment dans les états-majors politiques. Il s'est interrogé sur le silence entretenu par le chef de l'État en ce qui concerne l'annonce de la fin de son mandat en 2016, comme l'ont fait ses homologues africains.

Une table ronde s'impose pour l'enseignement

En ce qui concerne le volet éducatif, le premier secrétaire de l'Upads a déclaré que l'État avait engagé beaucoup de moyens financiers pour le redressement du système éducatif. Mais, a-t-il poursuivi, les résultats sur le terrain sont médiocres et décevants.

De ce fait, son parti propose l'organisation d'une table ronde sur l'enseignement. Au cours de ces assises, a-t-il déclaré, les participants débattront des maux qui minent le système éducatif congolais et proposeront des ébauches de solutions. Le premier secrétaire de l'Upads a indiqué que son parti ne se laisserait pas intimider. « Nous ferons ce qu'une opposition démocratique dans un pays de droit doit faire. Nous devons préserver tous nos droits pour revendiquer ce qui est juste et républicain. Nous ne nous en laisserons pas compter par ces menaces à peine voilées qui s'adressent à l'opposition », a-t-il affirmé.

Roger Ngombé

RECETTES FISCALES

Plus de 600 milliards FCFA de prévisions pour 2014

La direction générale des Impôts et des Domaines prévoit pour cette année des recettes fiscales de 650 milliards FCFA contre 560,5 milliards en 2013.

Comment compte-t-elle s'y prendre pour relever ce défi ?

Cette augmentation prévisionnelle de 89,5 milliards est réalisable avec des taux d'impôt stables en augmentant le nombre de contribuables. Le taux de prélèvement se situera autour de 23,5% pour un produit intérieur brut hors pétrole estimé à 2 912,2 milliards FCFA.

« Le taux est un instrument fondamental à manier. Nous cherchons toujours la perfection. Chaque année, nous voulons faire mieux », a déclaré un responsable de la direction générale des Impôts, justifiant les réformes contenues dans la nouvelle loi de finances.

L'impôt représente la ressource la plus pérenne de tout État. Il lui assure son autonomie car les autres revenus sont soumis à des aléas. Aussi, à côté des ressources naturelles, l'État doit de se doter d'un système fiscal fort, non répressif, lui permettant de se donner les moyens suffisants pour assurer ses missions.

« Notre système fiscal doit tendre vers l'égalité et l'équité. Chacun doit payer au prorata de ce qu'il

gagne, en fonction de ses possibilités. Il faut éviter un système fiscal qui soit inéquitable où l'on impose une catégorie de la population et pas une autre. Cela crée des tensions, de la résistance. Il faut aussi un système concurrentiel parce que nous sommes dans un environnement mondial ; un système fiscal attractif afin que les capitaux étrangers puissent converger vers le Congo », explique la direction générale des Impôts et des Domaines.

La collecte de l'impôt est difficile

Force est de constater que les citoyens ont des difficultés à payer leurs impôts. Plusieurs raisons sont évoquées : le système coercitif et le trop grand nombre d'échéances de déclaration ainsi que l'asymétrie de l'information. Pour remédier à cette situation, la simplification des procédures administratives offre un premier levier de changement. Par exemple, la TVA est déclarée chaque mois ; la patente est annuelle, mais dans la pratique, elle est exigée tous les trimestres. L'impôt sur le revenu est calculé sur l'année, mais dans la pratique, des acomptes sont versés. Les contribuables ont un sentiment de complexité.

En second lieu, le regroupement de certains impôts est plus effi-

cace. Là où elles étaient éclatées, certaines taxes font désormais l'objet d'un seul avis, afin de réduire les coûts et le temps de traitement pour l'administration. À titre d'exemple, une seule taxe est désormais perçue sur l'habitation : la taxe d'occupation des locaux (TOL). Du coup, le contribuable la paie en une seule fois.

« Les recettes fiscales ne sont pas quelque chose d'abstrait, l'administration est organisée. La direction générale des Impôts mobilise les recettes ; l'encaissement est du ressort du Trésor public, la dépense revient à la direction générale du Budget et du Trésor public. Nous effectuons les calculs que nous remettons à l'agent du Trésor en lui précisant les débiteurs et le reste ne nous regarde plus », explique la direction générale des Impôts et des Domaines.

Globalement, les commerçants contribuent pour à peine 200 milliards et la majeure partie de la recette fiscale est assurée par les sociétés, précise-t-elle encore, soulignant qu'elle lutte également contre la corruption en mettant des verrous aux procédures.

Aujourd'hui, les réformes sont engagées, il appartient à chacun de respecter les règles pour que les choses avancent.

Nancy France Loutoumba

LE FAIT DU JOUR

France-Congo : le retour de la confiance ?

L'étape brazzavilloise de la tournée africaine du ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, le 2 janvier, peut-elle être inscrite dans une perspective d'apaisement entre la France et le Congo ? En ce début d'année, synonyme parfois de remise en ordre d'un certain nombre de choses au plan individuel et collectif, regarder l'avenir sous un tel angle n'a rien d'inopportun. Et pour cause. Entre Paris et Brazzaville, les douze mois écoulés ont souvent donné lieu à quelques averses.

L'affaire dite des biens mal acquis et celle des disparus du Beach, par exemple, ont occupé l'arène des médias de l'Hexagone bien souvent au moment où l'on s'y attendait le moins dans l'ancienne capitale de la France libre. Le sentiment ce côté-ci est que, sur la place de Paris, des officines formées à la nuisance dans le but de discréditer les dirigeants congolais prennent un malin plaisir à agiter les grelots chaque fois que Brazzaville

s'apprête à cueillir les fruits de la tranquillité recouvrée.

Or, malgré l'engagement du Congo aux côtés de ses pairs de la sous-région en République centrafricaine, et le rôle de médiation que le pays mène dans le conflit depuis janvier 2013, l'intérêt de l'associer à la recherche de voies et moyens susceptibles de consolider de fragiles acquis obtenus auprès des belligérants centrafricains semblait dérisoire chez l'ancienne puissance colonisatrice. À Brazzaville, des observateurs avertis ne s'étaient pas privés de lier ce désintérêt à la froideur du contact entre les deux vieux partenaires que sont la France et le Congo.

Le propos de Jean-Yves Le Drian, au sortir de son audience avec le président Denis Sassou-N'Guesso, permet de constater un retour à la réalité dans l'appréciation par la France de la situation en Centrafrique : « Il y a près d'un millier de soldats congolais en République centrafricaine, il y a 1

600 soldats français sur place. Il était utile qu'on en parle avec le plus grand contributeur à la Misca (Mission internationale de sécurisation de la Centrafrique, NDLR) qu'est le Congo. »

Au demeurant, lorsque l'opération Sangaris fut lancée, le 5 décembre, officiellement du moins il n'y avait pas eu l'ombre d'une concertation entre Paris et les capitales africaines, Brazzaville y compris, dont les troupes stationnaient sur le sol centrafricain depuis des années dans le cadre de missions de paix. Peut-être que si les délicates opérations de désarmement des milices entreprises par les hommes de la Sangaris aussitôt arrivés avaient été couronnées de succès, la France aurait levé immédiatement le camp sans demander son reste. Cela n'aurait pas été, malgré tout, sans provoquer quelques frustrations parmi les troupes africaines que l'on dit mal équipées mais qui n'en sont pas moins exposées au combat.

En plaidant auprès des autorités congolaises pour « une bonne cohérence entre l'opération Sangaris et la Misca », le ministre Jean-Yves Le Drian replace l'Afrique et le Congo au cœur du dispositif de sortie de crise en Centrafrique. Ce qui est une approche stratégique majeure et salutaire à la fois. Il reste à en récolter les dividendes pour toutes les parties. À savoir qu'il vaut toujours mieux prendre des avis, quelle que soit la situation, avant de décider de ce qui peut être dans l'intérêt de tous.

Il serait prétentieux de dire que l'audience du 2 janvier va tout régler de la relation un peu tendue observée au long de l'année dernière entre la France et le Congo. Dans un environnement où les défis économiques et sécuritaires sont partagés, Brazzaville et Paris ont tout intérêt à œuvrer ensemble pour consolider leur coopération sans s'aliéner chacun sa souveraineté.

Gankama N'Siah

Message de vœux à son Excellence Monsieur le président de la République et Madame



Le directeur général des douanes et des droits indirects et le personnel des douanes présentent leurs vœux de bonheur, de longévité, de prospérité et de réussite à Son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Guesso et Madame, à l'occasion de la nouvelle année 2014. Puisse le Seigneur leur accorder des bénédictions et une santé de fer pour conduire à terme le projet de société le « Chemin d'Avenir », en vue de l'émergence du Congo à l'horizon 2025.

Jean Alfred ONANGA

Idées-forces sujet en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

□ « *Je serai encore une solution pour Madagascar demain.* »

Andry Rajoelina, président de la transition malgache, dans Jeune Afrique n° 2747 du 1er au 7 septembre 2013.

□ « *Pour nombre d'États africains, l'erreur la plus commune est de s'en remettre aveuglément aux entreprises privées.* »

Stéphane Manoukian, stratège en investissements et financements publics, Ernest & Young, dans TerrAfrica n° 11 du 7 décembre 2013.

□ « *L'Afrique doit explorer ses propres voies de développement.* »

Francisco Ferreira, chef économiste Afrique à la Banque mondiale, spécialiste des questions de développement, interview dans Libération, le 30 décembre 2013.

□ « *La vérité est que les artistes congolais des deux rives n'ont pas l'habitude de se séparer en bons termes.* »

Fally Ipupa, chanteur congolais (RDC) dans Les Dépêches de Brazzaville n° 1903 du 4 janvier 2014.

□ « *Quand il y a un vide sécuritaire, c'est le creuset à tous les trafics et la porte ouverte à tous les terrorismes.* »

Jean-Yves Le Drian, ministre français de la Défense, le 2 janvier 2014 à Bangui (RCA).

□ « *Les missions sans cesse grandissantes et multiformes de la force publique requièrent des moyens humains en quantité et en qualité.* »

Général Guy-Blanchard Okoi, chef d'état-major général des Forces armées congolaises, lors du réveillon d'armes, le 31 décembre 2013 à Brazzaville.

GENDARMERIE NATIONALE

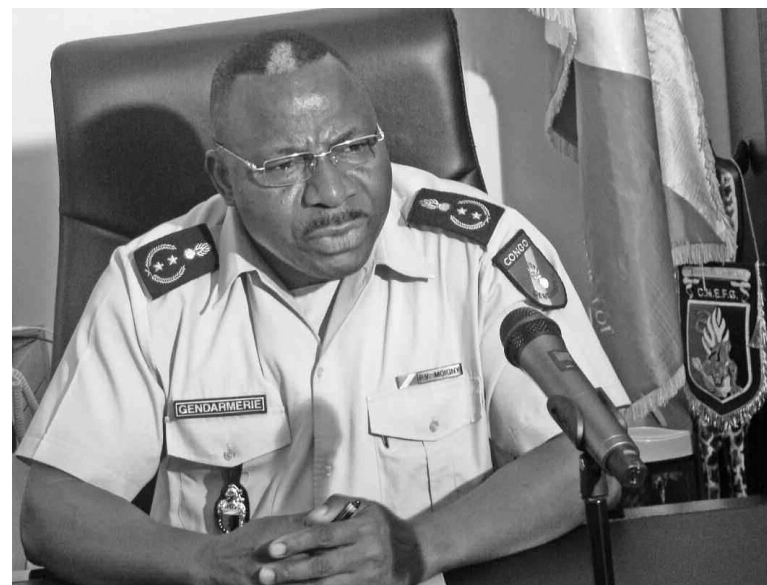
Paul Victor Moigny : « Je pense qu'avec la réglementation, nous aurons un meilleur contrôle de nos hommes »

Le commandant de la gendarmerie nationale, qui a retenu quatre points essentiels dans le message du président de la République à l'occasion du réveillon d'armes, le 31 décembre dernier, entend tout mettre en œuvre afin de traduire ces orientations en actions de terrain.

Pour le général Paul Victor Moigny le premier point concerne l'engagement des troupes congolaises en République centrafricaine qui sont actuellement estimées à plus de mille éléments (militaires, policiers et gendarmes). « Le président est venu nous traduire les encouragements, le soutien et les félicitations du gouvernement de la République à l'endroit de nos troupes qui, sur le terrain des opérations, se comportent de manière professionnelle et suscitent ainsi l'admiration et même les félicitations des observateurs », a-t-il commenté.

Le deuxième point ayant retenu son attention est lié aux deux engagements majeurs pris par le chef suprême des armées. Il s'agit de l'adoption prochaine de la loi portant orientation et programmation de la force publique par le Parlement. « Cette loi est pour nous un instrument très important parce qu'elle va pouvoir servir de boussole, d'orientation dans le cadre d'une directive du président de la République portant sur la modernisation et la montée en puissance de la force publique de manière générale. Le président a même signifié de manière claire que 2014 va être considérée comme la première année de la mise en œuvre de la loi de programmation. C'est pour nous fondamental et très important », a indiqué Paul Victor Moigny.

D'après lui, le chef de l'État s'est également engagé à faire en sorte que les moyens et les ressources soient mis à la disposition de la force publique afin que les objectifs fixés soient atteints. Il s'est dit



Le général Paul Victor Moigny commentant les orientations du chef de l'État (© Adiac).

personnellement ravi, car le manque de moyens fait partie des contraintes quotidiennes. « Il nous a répondu : cette fois-ci l'engagement est pris d'une manière solennelle, il l'a répété plus d'une fois d'ailleurs. La mise à disposition des ressources permettra justement la montée en puissance et la modernisation de la force publique. »

Les gendarmes, policiers, militaires font l'objet de sollicitations de toute part

Abordant la question de l'éducation et de la formation des agents de la force publique évoquée par le chef suprême des armées, le général Moigny a aussi insisté sur le fait que les militaires, policiers et gendarmes devraient avoir une haute connaissance de leur métier. L'éducation et la formation permettront, a-t-il déclaré, aux éléments de la force publique de bien connaître les lois et règlements de leur institution. Cela évitera, a-t-il ajouté, que certaines personnes commettent des impairs pouvant avoir parfois des conséquences fâcheuses au niveau du pays. « Pour nous, c'est un confort que le chef de l'État nous a apporté, il nous place dans une situation où nous allons continuer l'œuvre que nous avons commen-

cée depuis fort longtemps. Nous nous battons pour faire en sorte que l'éthique, le comportement, la morale de nos hommes se mettent dans le profil réel de ce qui est souhaité par la population. »

Il s'est, par ailleurs, félicité des directives du président sur le cadrage de la sécurisation des autorités politico-administratives. Pour lui, les gendarmes, policiers, militaires font l'objet de sollicitation de toute part afin de servir comme agent de sécurité auprès des autorités politiques et administratives. N'ayant actuellement aucun cadre juridique, a-t-il rappelé, le commandement de la force publique est bien souvent embarrassé dans la mesure où dans la plupart des cas, ces éléments se retrouvent auprès de ces autorités sans même, parfois, que la tutelle ne soit avisée. « Je pense qu'avec la réglementation, nous aurons un meilleur contrôle de nos hommes afin qu'ils n'errent pas à gauche et à droite derrière certaines autorités dans des buts qui ne sont pas forcément à caractère sécuritaire comme nous l'aurions souhaité », a conclu le commandant de la gendarmerie nationale.

Parfait Wilfried Douniama

BONNE ANNÉE - 2014

POUR VOS CADEAUX
EN PEINTURE, SCULPTURE,
CÉRAMIQUE ET VASES MURAUX :
UNE SEULE ADRESSE :
LE MUSÉE GALÉRIE
DU BASSIN DU CONGO

LE MUSÉE DU BASSIN DU CONGO
SIS DANS L'ENCEINTE
DES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

ÉDUCATION

Mille tables bancs pour le complexe scolaire de Kintélé

L'Institut national de recherche et d'action pédagogique (Inrap) a indiqué, le 3 janvier à Brazzaville, que mille tables bancs et des matériels didactiques seront livrés avant la fin du mois de janvier aux cycles de maternelle, primaire et secondaire du complexe scolaire de Kintélé, construit pour accueillir les élèves victimes du drame du 4 mars.

Le matériel qui sera livré est conçu et fabriqué avec des matériaux locaux par les pédagogues et spécialistes des services habilités de l'Inrap. Cet institut technique est chargé d'accompagner le gouvernement dans la gestion du manuel scolaire, la formation des formateurs, l'élaboration et la mise en œuvre des méthodologies ainsi que l'installation des bibliothèques scolaires.

À pied d'œuvre, les ateliers de cet insti-

tut sont impliqués dans la confection du matériel didactique en bois : équerres, rapporteurs, compas, règles, ardoises et autres.

Par ailleurs, l'Inrap a mis très récemment sur la place publique un CD de compilation d'émissions radiophoniques d'autoformation destiné aux enseignants d'éducation à la vie pour la famille (EVF) en matière de population et de VIH-sida. Il contient vingt-neuf chapitres de plus de sept minutes d'audition chacun.

L'objectif du disque est de vulgariser et de développer les connaissances et aptitudes ainsi que des valeurs qui permettront d'adopter des comportements protecteurs.

La publication de ce CD fait partie du projet pilote de formation à distance par

les techniques d'information et de communication des enseignants du primaire, du secondaire et des écoles normales à la prévention au VIH-sida dans la zone Cémac.

En 2014 et avant la rentrée des classes, l'action de l'Inrap consistera à finaliser l'écriture des programmes, la mise en place et la sélection des manuels techniques.

Pour arrimer l'approche compétence et l'alternance école-entreprise-école, l'Inrap envisage la mise en place de laboratoires, de bibliothèques, d'outils techniques, d'ateliers d'expérimentation. Pour le primaire, l'approche par objectif sera étoffée après la conception de dix manuels scolaires, actuellement en chantier.

Fortuné Ibara

**Formez-Vous et devenez certifié Microsoft, CISCO, ORACLE Avec le Groupe 3G-HISOFT GLOBAL IT
CALENDRIER DES FORMATIONS & SEMINAIRES POUR L'ANNEE 2014**

Formations avec Certifications et Séminaires de formation	Durée	Période
Atelier Pratique de Développement des logiciels avec WinDev	25 Jours	13/01/14 au 14/02/14
CCNA Security - Implementing Cisco IOS Network Security Examen Cisco 640-554	20 Jours	17/02/14 au 15/03/14
CCNA Routing & Switching certification CISCO Examen Cisco 200-120	25 jours	17/03/14 au 19/04/14
Séminaire du Déploiement gestion et maintenance de la base de données Active Directory	5 jours	21/04/14 au 25/04/14
Déploiement et Administration de la Base de données Oracle 11G Certification OCA	25 jours	05/05/14 au 06/06/14
Séminaire de formation sur la Mise en place et Gestion de la haute disponibilité sur MS Exchange 2010	05 Jours	09/06/14 au 13/06/14
Déploiement et Administration d'Active Directory sous Windows server 2008 (Certification Microsoft MCTS examen 70-640)	25 jours	14/07/14 au 15/08/14
Déploiement et Administration d'Exchange 2010 (Certification Microsoft MCTS examen 70-662)	25 Jours	18/08/14 au 19/09/14
SQL server 2008 implémentation and maintenance (Certification Microsoft MCTS examen 70-432)	25 jours	22/09/14 au 24/10/14
Accès aux données avec Dotnet Framework (Certification Microsoft MCTS examen 70-515)	20 jours	3/11/14 au 28/11/14

Pour toute réservation appelez au 066865543/040218794 vous pouvez voir ce programme sur notre site www.3g-universel.net

AVIS DE RECRUTEMENT

L'ONG Actions de Solidarité Internationale recherche pour son projet de prise en charge des filles vulnérables à Brazzaville un Coordinateur Centre.

Responsabilités principales : En charge du bon fonctionnement du centre d'accueil ; En charge du suivi des activités du volet Equipe Mobile, du volet Accueil, et du volet Social ; Consolide et vérifie les rapports d'activités de ses volets d'intervention ; Vérifie la bonne mise à jour des documents du projet et des bases de données de ses volets d'intervention ; Encadre les responsables de ses volets d'intervention, et participe à l'encadrement et à l'animation de l'équipe opérationnelle ; Evalue et adapte les activités des volets du projet, en lien avec la coordinatrice de projet
Profil recherché : Compétences et expé-

rience en gestion de projet ; Expérience en management d'équipe ; Bonne connaissance et expérience dans la prise en charge des personnes vulnérables (travail en rue équipe mobile, IEC, prise en charge en centre d'accueil, travail social : médiation familiale, entretiens) ; Formation en gestion de projet, et/ou travailleur social ; Sens de l'organisation, de la collaboration, et du dialogue ; Bonne maîtrise de Word et Excel
Dossier de candidature à retirer à ASI Brazzaville, situé au 168-170 rue Alexandry, Mpissa, Bacongo
Constitution du dossier : CV + Lettre de motivation + Copie des diplômes.
Dépôt du dossier : avant le 15 janvier 2014, à envoyer à caroline.huron@asi-france.org, ou à déposer à ASI Brazzaville

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Réf : 02/CCN/SEP/2013

Le Comité de Coordination Nationale des projets financés par le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme recrute un (e) Assistant (e) de direction pour son Secrétariat.

Titre du poste : Assistante de Direction

Lieu d'affectation : Brazzaville

Durée du contrat : 2 ans renouvelables assortis d'une période d'essai de 6 mois

Responsabilité et tâches principales : Sous la supervision du Secrétaire Permanent, l'Assistant (e) de Direction aura pour tâches de :

-Réceptionner le courrier, les appels téléphoniques et en assurer le filtrage et la transmission ;

-Gérer l'accueil et l'orientation des visiteurs ;

-Assurer le traitement de l'information, la saisie des courriers, des notes internes et des mails (internet) ;

-Assurer l'archivage des informations, documents et rapports ;

-Assurer la tenue de l'agenda des Membres du Bureau du CCN, du Secrétaire Permanent et gérer leurs rendez vous avec les visiteurs ;

-Préparer les éléments pour la mise à jour du site web du CCN ;

-Assurer la logistique des réunions et manifestations du CCN (prise de rendez-vous, organisation de réunions, classement de courrier personnel) ;

-Organiser les voyages et réservations d'hôtel, le transport pour les membres et visiteurs du CCN ;

-Rédiger et distribuer les convocations aux réunions du CCN ;

-Appuyer le Secrétaire Permanent dans la rédaction des comptes rendus, administration des réunions ;

-Tenir la petite caisse du SEP/CCN ;

-Exécuter toute autre tâche professionnelle lui assignée par le Président du CCN ou par le Se-

crétaire Permanent du CCN.

Profil du candidat :

•Au moins BAC + 2, BTS en Secrétariat de Direction, Gestion financière et comptabilité ;

•Au moins 3 à 5 ans d'expérience comme Secrétaire ou secrétaire de direction dans un projet ; programme ou administration publique ;

•Posséder une bonne expression écrite et orale en français ;

•Avoir une bonne capacité d'organisation et de rédaction administrative de correspondances ;

•Maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Internet) et avoir des connaissances en bureautique ;

•Une bonne connaissance de l'anglais serait un atout.

Composition du dossier de candidature :

Les dossiers de candidature comprendront les pièces suivantes :

•Une lettre de motivation pour le poste ;

•Un curriculum vitae ;

•Une copie légalisée des diplômes ;

•Un casier judiciaire et un certificat de nationalité ;

•Les attestations ou certificats de travail ;

Seuls les candidats présélectionnés seront invités à passer l'épreuve écrite.

Dépôt de dossier de candidature : Les dossiers de candidature doivent être adressés, sous pli fermé avec mention « Recrutement Assistant (e) de direction », à Monsieur le Président du CCN, au plus tard le vendredi 17 janvier 2014 à 12 heures et déposés au Secrétariat Exécutif Permanent du CCN, sis face CHU, bâtiment compris entre l'Unesco et la Croix rouge internationale, au 2ème étage.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

**Le Président du CCN
Julien MAKAYA**



OFFRE D'EMPLOI

Dénomination du Poste : **Opérateur de Production**

Nombre de Postes : **11**

Classification/Catégorie : **4/1**

Direction : **Technique**

Missions générales

•Fabrication des cigarettes sur les machines de production

Activités essentielles

•Conduite des machines de production

•Autocontrôle qualité des produits

•Auto-maintenance des machines de production

Qualification/Expérience

Niveau : BAC+2 en mécanique générale ou maintenance industrielle

Age : 22 à 30 ans environ, justifiant de préférence d'une expérience d'au moins 5 ans dans une grande Société industrielle

Nationalité : Congolaise (Congo Brazzaville)

Compétences/Connaissance

•Dynamique, courageux, disponible, flexible et actif sur le terrain

•Connaissance théorique et pratique sur les courants continus et alternatifs

•Connaissance théorique et pratique des systèmes mécaniques

•Capacité à s'intégrer dans une équipe

•Capacité à réaliser des montages complexes suivant un plan ou un schéma

•Capacité à lire et interpréter un dessin ou un plan

•Capacité d'apprentissage remarquable

•Connaissance en informatique : Word+Excel

•Langues (parlé et écrit) : Français courant et Anglais (niveau élémentaire)

Les candidatures doivent être adressées au plus tard le 20 Janvier 2014 à la SIAT BP : 50

Brazzaville- Rép. du Congo-Brazzaville Téléphone : +242 05 770 14 61

Dossier de candidature

Composition :

•Lettre de motivation incluant les noms et qualité de 03 personnes de références.

•CV daté de moins d'un mois

Le tout sous pli fermé, à l'attention de Monsieur le Directeur Général de la SIAT.

Fait à Brazzaville, le 03 Janvier 2014

La Direction Technique

COMMUNIQUÉ

Le Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) informe les pensionnés de Brazzaville payés par virement bancaire ainsi que les rentiers, que l'opération de contrôle physique les concernant, initialement prévue du 02 au 28 décembre 2013, est prolongée, dans les mêmes modalités, jusqu'au 25 janvier 2014.

Par ailleurs, le Directeur Général invite tous les pensionnés de Brazzaville payés par virement bancaire ainsi que les rentiers qui, lors du dépôt de leur demande de pension ou de rente, s'étaient fait localiser par Boite Postale, à bien vouloir se présenter à la direction générale pour indiquer leur adresse réelle.

Le Directeur Général remercie les intéressés pour leur bonne compréhension.

Fait à Brazzaville, le

**Le Directeur Général,
Evariste ONDONGO/-**

FONDATION IKIA SASSOU

L'année 2014 placée sous le signe de la solidarité et de l'accompagnement des personnes vulnérables

Le vice-président de la Fondation Ikia Sassou, Driss Senda, a déclaré le 28 décembre à l'issue d'une messe dite pour les veuves du Congo, à la paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption, que leur fondation fera de 2014 l'année de la solidarité et de l'accompagnement des personnes vulnérables en général, de la veuve et l'orphelin en particulier.

À travers une messe solennelle présidée par l'aumônier des associations chrétiennes, Mgr Michel Kouaya Nkombo, et un don de vivres (sacs de riz, bidons d'huile et enveloppe d'argent) remis à ces femmes veuves, la Fondation dirigée par Claudia Ikia Sassou N'Guesso a ainsi marqué le début d'un combat qu'elle entend désormais mené. « Pour la dignité de la veuve, nous agissons désormais ensemble sur tous les fronts : celui de l'accès aux droits, de la protection, de la santé, de la stabilisation des familles après le décès de l'époux et celui de l'éducation des enfants orphelins », s'est engagée la fondation, précisant qu'elle voulait réduire les inégalités qui mettent la veuve dans une situation inhabituelle de dépendance.

L'acte posé était une réponse aux nombreux cris de douleur des veuves et des orphelins. La fondation entend également se battre pour des politiques de solidarité tenant compte des

capacités des uns et des autres. « Malheureusement la femme veuve est victime de la défaillance collective. Il est inadmissible que dans un Congo moderne, plus 80% des femmes ayant perdu leurs époux basculent dans une grave pauvreté ou dans l'errance totale. Notre engagement à lutter contre les antivaleurs, contre l'injustice, contre la pauvreté est un élément clé qui ouvre la veuve et à l'orphelin à plus de droits et à plus de protection sociale », a dit Driss Senda.

Les orientations de la députée élue de la 5^e circonscription électorale de Talangai, dans le sixième arrondissement de Brazzaville, visent un changement de regard face à la veuve. La seule façon de corriger une telle dérive, a ajouté Claudia Ikia Sassou, c'est de prendre des mesures politiques qui font la promotion de la justice sociale et de la solidarité. Elle a, par ailleurs, accepté de parrainer les associations des femmes veuves du Congo puisque, dit-elle, la femme est l'avenir de l'homme, surtout quand elle est sa veuve. La présidente diocésaine de l'Association chrétienne des veuves du Congo, Cathérine Mbou Akili, s'est, au nom de cette association, félicité de l'action de la Fondation Ikia Sassou qui est un signe important d'encouragement.

Parfait Wilfried Douniama

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

La révision des programmes est envisagée

La priorité donnée à l'éducation et à la formation par le chef de l'État en 2014 est un signe d'encouragement, qui devrait se traduire par une meilleure mobilisation des ressources financières contrairement aux difficultés d'ordre humain, matériel et financier rencontrées en 2013.

Les axes d'intervention envisagés concernent la révision des programmes des établissements d'enseignement technique qu'il faudra adapter aux besoins réels du marché de l'emploi ou à l'accès à l'enseignement supérieur. C'est pourquoi conscient de ce fait, le rapport indique que courant janvier une activité sera réalisée concernant le métier de maintenance Diesel.

Dans la perspective d'une redéfinition des filières et des métiers, il est attendu plusieurs choix clés qui se résument à la détermination des diplômes, mais aussi à l'élaboration des référentiels d'activités profession-

nels par métier ou filière.

Le ministère de l'Enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi promet relancer, selon l'esprit et la lettre, la Commission nationale des ressources humaines et qu'à compter de 2014 les bourses relèveront désormais du ministère de l'Enseignement supérieur, le ministère de l'Enseignement technique et professionnel ne gèrera plus que les aides scolaires.

Jugées salutaires, les études et enquêtes sur l'amélioration des résultats aux examens d'État, la révision de la carte scolaire et la production de l'annuaire statistique qui n'ont pas été réalisées, ni élaborées en 2013 ont été instruites pour 2014.

En rappel : l'an 2013 a été pour le ministère de l'Enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, une année de relance et de reprise de conscience dans l'application des textes réglementaires et normes applicables à

l'école, en vue du redressement de ce sous-secteur qui commençait à perdre ses repères. Parmi les activités routinières réalisées ou en cours par les différentes structures du ministère, on peut citer, entre autres, l'organisation de la première conférence interne des responsables administratifs du département, le complément de l'arsenal des textes administratifs, juridiques et réglementaires existants. En cours : le projet de loi relatif à la modernisation de l'Onemo est disponible, le projet d'arrêté fixant les attributions et fonctionnement des organes délibérants des CEFA est disponible, conception et acquisition de nouvelles maquettes de diplômes réalisés et réceptionnés, etc. Au-delà des projets cités, quelques contre-performances ont été enregistrés, notamment les résultats des examens d'État ont été catastrophiques du fait de la rigueur et du sérieux dans le traitement des examens.

Guillaume Ondzé

NOUVEL AN

La députée Isabelle Fila-Lemina assiste les personnes vulnérables

À l'occasion des fêtes de fin d'année, la députée de la première circonscription électorale de Baongo a organisé, le 30 décembre, une descente parlementaire spéciale dénommée Fête du Nouvel An 2014.

La rencontre s'est déroulée dans l'enceinte de l'école primaire St-Pierre Claver et a

connu la participation des veuves et des personnes handicapées venues des trois quartiers, auxquelles se sont ajoutés les chefs des quartiers et leurs secrétaires, le personnel administratif de l'école primaire Mbiemo 1 et quelques personnalités administratives et religieuses.

Après leur avoir souhaité les

meilleurs vœux et la grâce divine pour le Nouvel an 2014, Isabelle Fila Lemina a remis à chaque invité, des dons en vivres (poulets, riz, huile, pain, boissons). Outre cela, un don en matériel didactique (rames de papier, règles, équerres, craies, registres d'appel, stylos) a été remis à la direction de l'école.

Réceptionnant le matériel des mains de la députée, la directrice de l'établissement, Emma Sylvie Kiyindou, n'est pas restée insensible à ce geste. « Ma joie est grande aujourd'hui, c'est une demande que j'avais faite il y a de cela deux mois et madame la députée a honoré ma requête », a-t-elle commenté.

Enfin, la députée de la première circonscription de Baongo a clôturé la cérémonie en déclarant : « Donner de la joie et un peu de sourire aux autres est tout mon plaisir. »

Jean-Jacques Koubemba



Une vue des bénéficiaires

SOLIDARITÉ

Des dons de vivres offerts aux personnes du troisième âge

Le don a été fait par le projet « Troisième âge sans faim » dans la matinée du 1^{er} janvier 2014, afin de permettre à cette catégorie de personnes vulnérables de passer, comme les autres, la fête dans la joie.

Pour cette fête de Nouvel An, les responsables du projet se sont intéressés aux personnes vulnérables du troisième âge répertoriées dans le quartier Moutabala, dans le 7^e arrondissement, Mfilou, et de Baongo, dans le 2^e arrondissement. À cette occasion, les bénéficiaires, en majorité des femmes, ont reçu chacun un kit de fête composé, entre autres, de riz, de sel, de cuisses de poulet, de pâtes, de quelques bouteilles de jus, et d'une petite enveloppe de 10 000 FCFA. « Nous sommes aujourd'hui en 2014, et notre structure a pensé que la première des activités à mener était de passer la fête de Nouvel An avec les personnes vulnérables du troisième âge », a indiqué le secrétaire général et coordonnateur exécutif national de ce projet, Dubblon Garcel, à l'issue de la tournée.

Ce geste est une façon pour le projet Troisième âge sans faim de soutenir les personnes en détresse afin qu'elles retrouvent un peu la joie de vivre pour ce jour de fête. « Je suis contente de recevoir ce don car telle que vous me voyez, je n'avais rien à manger aujourd'hui. Merci d'avoir pensé à moi. Que Dieu vous bénisse », s'est réjouie maman Émilienne, âgée de plus de quatre-vingts ans, habitant le quartier de Moutabala. « Nous demandons aux populations de comprendre le rôle intrinsèque de ce geste qui voudrait que tous, nous conjugions nos efforts afin d'améliorer les conditions de vie des personnes de troisième âge au Congo », a souligné à cette occasion Dubblon Garcel.

Rappelons que cette ONG n'en est pas à son premier geste humanitaire à l'endroit des personnes âgées vulnérables. Le 31 octobre dernier, à l'occasion de la Journée de la solidarité, elle a apporté son soutien à plusieurs d'entre elles pour des examens et des soins médicaux.

Firmin Oyé

CRISE EN CENTRAFRIQUE

La médiation du Congo accumule des soutiens

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, est médiateur de la crise centrafricaine depuis son déclenchement en mars 2013, après la chute du régime de François Bozizé et la prise du pouvoir par l'ex-rébellion de la Séléka. Jusqu'à ce jour, son arbitrage est apprécié par plusieurs organisations internationales avec qui le président congolais travaille pour le rétablissement de la sécurité dans ce pays.

En ce début de l'année 2014, le souhait du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, médiateur de la crise centrafricaine, serait de voir ce pays retrouver son calme d'antan. C'est ainsi qu'à l'occasion de la célébration du nouvel an, il a réitéré la volonté de l'armée congolaise à œuvrer aux côtés d'autres forces du continent, ainsi que des pays amis comme la France, en vue de contribuer au retour de la paix. « *Il s'agit de la République centrafricaine, un pays dont l'histoire et la géographie nous lient si intimement. Un pays dont l'implosion pourrait avoir des conséquences tragiques et fatales. Nous devons impérativement conjurer un sort si funeste* », a déclaré le président de la République.

En débutant son message de vœux par la situation en Centrafrique, le chef de l'État congolais, a voulu affi-

cher sa disponibilité à travailler avec les autres États jusqu'à ce que la Centrafrique retrouve sa quiétude. Denis Sassou N'Guesso qui s'est dit ému par la mort de six soldats congolais de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca), a saisi l'opportunité pour présenter ses condoléances aux familles des victimes, et un prompt rétablissement aux soldats, gendarmes et policiers blessés encore hospitalisés. « *Nous ne pouvons pas ne pas nous engager aux côtés d'autres États, à travers la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale, la Communauté économique des États d'Afrique centrale, l'Union africaine et l'ONU, pour prendre les rôles évidents que le Congo devait y jouer* », a déclaré Denis Sassou N'Guesso.

L'arbitrage du président de la République jugé important

Récemment, lors de son séjour de travail au Congo, Yamina Benguigui, ministre française déléguée chargée de la Francophonie a déclaré que son pays soutient la médiation du président congolais Denis Sassou N'Guesso en Centrafrique et dans les Grands Lacs. « *J'ai tenu à saluer au nom de la France ses efforts pour la stabilisation de la République centrafricaine qui vit une crise tant politique que militaire. La contribution du Congo est remarquable que cela soit sur le plan politique et financier que militaire, le rôle du*

président Sassou N'Guesso comme médiateur dans la résolution de cette crise est fondamental. Je lui redis notre soutien », avait-elle déclaré. À l'issue d'une audience avec le président Sassou N'Guesso à Brazzaville, en octobre dernier, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Centrafrique, Babacar Gaye, avait aussi sollicité l'appui du médiateur, le président Denis Sassou N'Guesso du Congo, pour le rétablissement de la sécurité dans ce pays. Les autorités centrafricaines, elles-mêmes, par la voie de son ambassadrice au Congo, Charlotte Fayanga, apprécient le choix du médiateur congolais. Rappelons que cette dernière était porteuse d'un message verbal de l'actuel président de transition, Michel Djotodia, à son homologue congolais en septembre de l'année écoulée. « *La médiation de Denis Sassou N'Guesso est bien appréciée par les autorités centrafricaines. Nous attendons beaucoup de lui. Il nous a beaucoup aidés. C'est un homme d'expérience. Ce n'est pas un hasard s'il a été accepté comme médiateur* », indiquait-t-elle. Pour le président de la République, résolument attaché au retour de la paix et de la sécurité en Centrafrique, cette crise demeure une préoccupation. Il estime que rien ne sera ménagé pour que cet objectif soit atteint, surtout au regard des liens historiques et géographiques qui lient les deux pays.

Yvette Reine Nzaba

MADAGASCAR

Le candidat du régime arrive en tête de l'élection présidentielle

Hery Rajaonarimampianina, soutenu par le président de transition sortant, a remporté le scrutin, selon le décompte définitif rendu public le 3 janvier par la présidente de la Commission électorale.



Hery Rajaonarimampianina et Andry Rajoelina, président de la Transition à droite

La confirmation de sa victoire dépend désormais de la décision d'une cour chargée d'examiner les recours en annulation déposés par son adversaire, Robinson Jean Louis, qui conteste ces résultats.

Âgé de 55 ans, l'ancien ministre des Finances du gouvernement de transition a obtenu 53,50 % des voix, contre 46,50 % à Robinson Jean Louis, qui avait été soutenu par l'ancien président Marc Ravalomanana. Il avait déposé plus d'une centaine de recours pour dénoncer des « *fraudes, défaillances et irrégularités* », réclamant l'annulation du scrutin. Cette élection est censée sortir Madagascar de la crise politique déclenchée en 2009 suite au renversement de Marc Ravalomanana par Andry Rajoelina. Depuis plus de quatre ans, ce dernier était le président d'un régime non élu. Durant cette période, ce pays s'est retrouvé à l'écart, les investisseurs ont déserté et l'aide internationale n'existait plus, provoquant du coup une grave crise économique et un appauvrissement général de la population.

Rappelons que Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina n'avaient pu se présenter à la présidentielle, sous la pression de la communauté internationale qui craignait des troubles. Ils ont chacun choisi de soutenir l'un des deux candidats qualifiés pour le deuxième tour.

Yvette Reine Nzaba



Sierra Leone



Gambie



Liberia



Cape Vert



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée Bissau



Mali



Niger



Sénégal



Togo



Vos envois vers l'Afrique de l'Ouest⁽¹⁾

À partir de 1800 FCFA TTC⁽²⁾



MoneyGram®
transfert d'argent



(1) Liste des pays concernés à la date d'impression du document : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Cape Vert, Gambie, Liberia, Sierra Leone.

(2) Tarifs en vigueur au 11 novembre 2013, modifiables sans préavis.

©2013 MoneyGram. Tous droits réservés.

CONFLIT AU SOUDAN DU SUD

Les pourparlers prévus en début de semaine à Addis-Abeba

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (Igad), qui regroupe les pays de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique, et qui conduit les discussions, a tenu le 3 janvier en Éthiopie des réunions informelles et séparées entre les deux parties en conflit, puis a défini un calendrier pour les pourparlers.



Riek Machar et Salva Kiir

Dans un communiqué publié à Nairobi (Kenya), l'ambassadeur de l'Igad, Mahboub M. Maalim a déclaré que le début des négociations constituait une étape importante dans la recherche d'une solution pacifique au conflit au Soudan du Sud. Il a salué également l'engagement fait par les parties à trouver rapidement une solution pacifique à leur conflit. Pendant ce temps, la situation devient de nouveau très tendue à Bor, à 200 kilomètres au nord de la capitale, Juba. Les combats ont repris le 2 janvier et la ligne de front se trouverait actuellement à cinquante kilomètres au sud de Bor.

Le Soudan du Sud est déchiré depuis le 15 décembre par d'intenses combats qui menacent de dégénérer en guerre civile, en raison d'une rivalité entre le président Salva Kiir et son ex-vice-président Riek Machar, limogé en juillet dernier. Les violences ont déjà fait des milliers de morts et plus de cent quatre-vingt-dix mille déplacés, selon les Nations unies. Pour Marc Lavergne, directeur de recherche au CNRS (Centre national de la recherche scientifique), et spécialiste du Soudan, les délégations devraient trouver rapidement un accord sur un cessez-le-feu, au risque de voir le conflit s'aggraver. « Je crois qu'il faut obtenir un cessez-le-feu pour des raisons humanitaires bien entendu, mais aussi pour éviter que la contagion ne gagne et que des acteurs extérieurs commencent à approvisionner en armes des seigneurs de la guerre, comme on en a vu dans le passé, qui ont des velléités de monter en puissance et de vouloir eux aussi avoir accès à la manne pétrolière et, de manière plus générale, au pouvoir d'État », a-t-il indiqué.

Il estime que, si les deux parties ne parvenaient pas à trouver un accord de cessez-le-feu, leurs forces sur le terrain pourraient donc rapidement devenir incontrôlables, et le conflit pourrait déstabiliser toute la région.

Yvette Reine Nzaba

COOPÉRATION

Le ministre chinois des Affaires étrangères en visite en Afrique

Wang Yi est attendu en Éthiopie, à Djibouti, au Ghana et au Sénégal du 6 au 11 janvier, a annoncé jeudi Qin Gang, porte-parole de ce ministère, lors d'un point de presse. Choisir l'Afrique comme destination de la première visite du ministre des Affaires étrangères pour cette nouvelle année montre la grande importance qu'attache la Chine à l'Afrique, a souligné le porte-parole. C'est une tradition depuis 1991 pour les ministres chinois des Affaires étrangères de commencer leurs visites à l'étranger par l'Afrique. « Il s'agit également de la première visite effectuée par le ministre des Affaires étrangères en Afrique depuis la prise de fonction de la nouvelle direction chinoise », a poursuivi Qin Gang.

La Chine est sûre que cette visite aidera à approfondir l'amitié, la confiance mutuelle et la coopération avec ces pays, et à développer la coopération amicale sino-africaine. Wang Yi effectuera ces visites sur invitation respective de ses homologues éthiopien Tedros Adhanom, djiboutien Mahamoud Ali Youssouf, ghanéenne Hannah Tetteh et sénégalais Mankeur Ndiaye.

Xinhua

VATICAN

Deux papes à table

L'ancien et le nouveau papes ont déjeuné ensemble. Le Vatican invite à ne voir aucune incongruité dans ce geste. C'est à l'invitation du pape François que Benoît XVI, son prédécesseur, s'est rendu vendredi 27 décembre à la Maison Sainte-Marthe.

Les deux papes ont pris un déjeuner que les services officiels au Vatican s'évertuent à présenter comme « normal ». Pourtant, il n'est pas courant que deux papes habitent au Vatican, qu'un pontife puisse parler librement à son prédécesseur dès lors que durant des siècles la tradition avait établi qu'il n'y avait de nouveau pape qu'à la mort du précédent ! Il n'est donc pas courant que deux papes mangent ensemble... À défaut de savoir comment était composé le menu de ce repas doublement papal, ni quels ont été les centres d'intérêt des conversations à table, on sait que les deux pontifes sont venus avec leurs secrétaires particuliers. Et que Mgr Pietro Parolin, secrétaire d'État (Premier ministre du pape) s'est joint à eux, tout comme le chargé des affaires générales de la secrétairerie d'État, Mgr Peter Bryan Wells, signe que le repas était aussi sans doute autre chose qu'une



Les papes Benoît XVI et François

simple pause-café.

On sait que le pape François a une fois dit de son prédécesseur et de sa présence au Vatican que c'était « comme un grand-père » auprès de qui il recourrait chaque fois qu'il souhaitait avoir un conseil. Lundi 23 décembre, il avait déjà parcouru les quelques mètres qui séparent sa propre résidence du monastère de la Mater Ecclesiae où l'ancien pape vit volontairement reclus. Le pape était parti lui présenter ses vœux de Noël.

La rencontre de vendredi est la troisième entre les deux papes. La première avait eu lieu au palais des papes, à Castel Gan-

dolfo, peu après l'élection de l'argentin. Le 5 juillet dernier, le nouveau pape avait également rendu visite à « l'ancien ». Jusqu'ici, le pape allemand s'en est tenu à la discipline qu'il s'est volontairement imposée en quittant le pouvoir en février dernier : pas de commentaires dans les médias, pas d'immixtion dans la marche des affaires de l'Église. À part une réponse à un journal italien qui l'avait interpellé plutôt vigoureusement, Benoît XVI s'est volontairement muré dans le silence au Vatican. Il travaille, il prie : ses deux occupations annoncées.

Lucien Mpama

GUINÉE BISSAU

L'ex-président Kumba Yala se retire de la scène politique

Engagé depuis un mois dans la course à la magistrature suprême, l'ancien président bissau-guinéen a finalement changé d'idée afin « de favoriser l'émergence de nouvelles figures politiques », a-t-il dit.

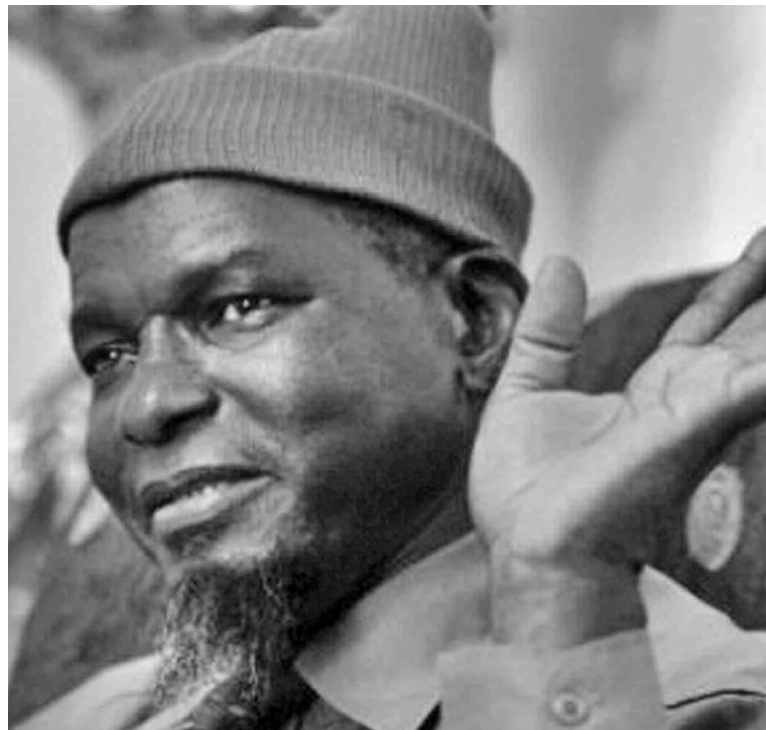
Kumba Yala a fait cette déclaration le

1^{er} janvier lors d'un point de presse, en indiquant qu'il se retirait « définitivement » de la scène politique. Il a par ailleurs indiqué qu'il ne serait pas de la course pour la présidentielle prévue en mars prochain. Le retrait anticipé de Kumba Yala de la vie politique

suscite de nombreuses réactions. Des personnalités politiques estiment que ce retrait « s'explique par le fait qu'il n'a pas réussi à faire l'unanimité autour de sa candidature dans sa propre famille politique ».

Lors du dernier sommet extraordinaire de la Cédéao tenu en octobre à Dakar, les questions liées à ce pays ont été abordées. Le président en exercice, Alassane Ouattara, a invité ses pairs de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et la communauté internationale à concrétiser leurs promesses relatives au financement des élections législatives et présidentielles. « Le temps presse. J'encourage donc tous les donateurs à concrétiser leurs promesses de financement. Cela garantira l'organisation des élections dans ce pays », a souligné le chef de l'État ivoirien devant le président par intérim de la Guinée-Bissau, Emmanuel Serifo Nhamadjo. Après le coup d'État militaire du 12 avril 2012, des élections générales avaient été programmées pour mai 2013, puis repoussées au 24 novembre, avant d'être à nouveau reportées.

Yvette Reine Nzaba



Kumba Yala

Brazzaville Cotonou

via Pointe-Noire

A partir de
211 450 FCFA TTC
Aller-retour
3 vols par semaine
Lundi, Mercredi et Vendredi

Vol	Provenance	Heure de départ	Heure d'arrivée	Destination
LC 113	Brazzaville	09:05	10:00	Pointe Noire
LC 451	Pointe Noire	11:30	14:15	Cotonou
LC 452	Cotonou	15:15	18:05	Pointe-Noire
LC 106	Pointe-Noire	19:40	20:35	Brazzaville

ECAir
www.flyeca.com, Relations clients : + 242 96 504 8 509 (Congo)
+33 01 28 22 28 22 (France) & mail: relations.clients@flyeca.com

Burotop IRIS www.burotop.com

Promo de Décembre en consos Canon

Toner CEXV 18 pour Canon IR1018/IR1020/IR1022/IR1024
à 19 500 FCFA

Toner CEXV 5 pour Canon IR1600/IR1610/IR2000/IR2010
à 29 900 FCFA

Toner CEXV 7 pour Canon IR1210/IR1230/IR1330/IR1370/IR1510/IR1530/IR1570
à 8 950 FCFA

Prix HT, paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

HSIET CONGO DEVELOPPEMENT Tel: 06 699 3688 / 06 600 8865 Adr: 1593 Avenue 3 Martyrs Batignolles Brazzaville, arrêt bus papa gaz

1 200 000F TTC 23 500 000F TTC 13 000 000F TTC 42 000 000F TTC 17 000 000F TTC

Camair-Co
GSA CAMAL VOYAGES
CAMAIR-CO CONGO - Brazzaville - Immeuble Yoka Bernard, Email : resabzv@camair-co.net

SPECIALES FETES DE FIN D'ANNEE CHEZ CAMAIR-CO !!!

Brazza-Douala-Brazza à partir de 155.200 fcfa ttc -/- Brazza-Douala à partir de 114.200 fcfa ttc
Brazza-Cotonou-Brazza à partir de 208.600 fcfa ttc

Et ce n'est pas tout : PROFITEZ D'1 BILLET GRATUIT APRES 5 VOYAGES !

Nos destinations : DOUALA – YAOUNDE – KINSHASA – COTONOU – LIBREVILLE N'DJAMENA - GAROUA – MAROUA - PARIS

3 FOIS PAR SEMAINE : **MARDI – JEUDI – DIMANCHE**
Contacts : 06 827 07 54 // 05 070 73 74

Assurances et Réassurances du Congo

40^{ème} ANNIVERSAIRE 1973 - 2013

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyez rassurés, vous êtes bien assurés
Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 01 43 87 - A Pointe-Noire : 222 04 12 00 - Et chez tous nos agents généraux

Entreprise régie par le code CIM

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67 www.irc-congo.co

Message du chef de l'État, chef suprême des armées, Denis Sassou N'Guesso, lors du réveillon d'armes organisé à Brazzaville, le 31 décembre 2013

« Pour commencer, je vais vous demander d'observer une minute de silence en mémoire de nos soldats, gendarmes et policiers tombés au champ d'honneur en République centrafricaine et ici, à l'intérieur du pays. Je voudrais adresser aux familles éprouvées les condoléances les plus émues du président de la République, chef suprême des armées. Il y a des soldats, gendarmes, policiers blessés, ils sont en ce moment en soins dans les hôpitaux, je leur souhaite un prompt rétablissement.

Au contingent congolais qui se trouve en République centrafricaine, les témoignages qui nous parviennent indiquent qu'ils accomplissent, là-bas, leur mission avec honneur, dignité et engagement. Nous leur souhaitons tout le succès dans l'accomplissement de cette mission. Ils peuvent toujours compter sur le soutien du peuple congolais, du gouvernement et du président de la République, chef suprême des armées. Ils accomplissent là-bas une mission importante. Nous ne pouvons jamais accepter que des forces négatives s'incrustent, prennent pieds, s'installent en République centrafricaine. Nous ne pourrions jamais ac-

cepter que ce pays au cœur de l'Afrique centrale connaisse d'implosion, et comme vous le savez, **l'implosion de la République centrafricaine au cœur même de la sous-région pourrait entraîner des conséquences très graves non pas seulement pour la sous-région d'Afrique centrale, et même au-delà.**

Voilà pourquoi dès les tout premiers moments de la crise en RCA, nous nous sommes levés aux côtés des autres forces de la Cémac, de la Cécac pour faire face et nous continuerons de faire face aux côtés de la Cémac, de la Cécac, de l'Union africaine, des Nations unies et des autres forces des pays amis comme la France pour rétablir ce pays dans son fonctionnement normal, ramener la paix et la sécurité en RCA. Les vaillants officiers, soldats, gendarmes et policiers qui sont en mission en RCA doivent savoir que leur peuple, leurs dirigeants sont à leurs côtés. Cette opération nous a montré combien il nous faut mobiliser d'énergie, de moyens, de forces pour moderniser la Force publique et obtenir sa réelle montée en puissance. C'est dans cet esprit que le gouvernement vient d'adopter la loi de programmation

de la Force publique. Il n'y a pas de doute qu'au cours de sa prochaine session, le Parlement l'approuvera et ainsi il sera mis à la disposition de la nation un cadre qui devrait permettre à la Force publique de monter réellement en puissance, de se moderniser sur tous les plans : la modernisation des infrastructures, des équipements, la formation qualifiante à tous les niveaux et l'éducation des hommes. **Les agents de la force publique doivent avoir une haute idée de leur métier, un métier difficile, contraignant, on ne peut pas s'y engager sans en avoir une haute idée.** C'est aussi à travers l'éducation que tous les agents de la Force publique doivent avoir une haute idée de leur métier. Ils doivent avoir une grande connaissance des lois et des règlements. Ceci empêcherait tous les errements.

Ce travail sera engagé avec plus de force, le rapport présenté par le chef d'état-major général des FAC a été exhaustif et s'inscrit dans la perspective du renforcement des capacités de la Force publique. Je pense qu'avec l'approbation de la loi de programmation par le Parlement, d'année en année, la Force publique gagnera en puissance, en modernité et au nom du gouverne-



Poignée de main entre le président de la République et le chef d'état-major général

ment, j'affirme que tout sera mis en œuvre pour que ces objectifs soient atteints. Il a été donné, les années passées, une directive au sujet de la maîtrise des effectifs de la Force publique. Aujourd'hui nous pouvons dire que ces effectifs sont maîtrisés et ceci est un élément d'ordre, de discipline et de contrôle qui manquait aux échelons de commandement. Il y a la maîtrise des effectifs et dans ce cadre, il ne pourrait plus être permis d'observer un quelconque vagabondage d'éléments de la force publique dans quelques structures que ce soit au niveau de l'État. Voilà pourquoi, la question de l'usage des agents de la Force publique dans le cadre de la sécurisation des personnalités politico-administratives devra être réglée sans délai de sorte que le commandement sache dans le cadre des détachements où se trouvent les hommes, quelles missions ils accomplissent.

Les ministres de la Défense et de l'Intérieur reçoivent, ce jour, l'instruction de réglementer l'usage des agents de la Force publique dans le cadre de la sécurisation des personnalités politico-administratives. Ces personnels devraient être réguliè-

rement affectés, régulièrement contrôlés et de préférence devraient appartenir à un corps précis qui est géré et commandé. Ainsi, nous irons vers la perfection. Je voudrais au cours de cette rencontre dire que le gouvernement en ce qui le concerne, honorerait tous les engagements pris, c'est ainsi qu'il soutiendra la Force publique dans le cadre de l'organisation de la manœuvre Loango 2014, il la soutiendra dans le cadre de l'organisation des compétitions sportives telles qu'elles ont été annoncées et il ne pourrait y avoir de flottements. Je pense que 2014 sera en réalité la première année de la mise en œuvre effective de la loi de programmation de la Force publique et c'est dans cet esprit que le budget 2014 de la Force publique a été proposé au Parlement par le gouvernement. Ainsi, nous pensons qu'avec le soutien de l'ensemble de notre peuple, la Force publique se hissera toujours au niveau de ses responsabilités, de ses engagements, accomplira toutes ses missions à l'intérieur comme à l'extérieur. Je redis que la Force publique bénéficiera toujours du soutien du gouvernement. »



Les membres du commandement de la police



Terratech
Le monde de l'informatique





Acer Aspire E1-530
Intel® Processeur 1.8GHz
Ecran HD Led 15.6
2GB DDR3 Memoire
500GB Disque Dur
6-Cell Li-ion Battery



Avenue Alphonse Fondere – Immeuble C.N.S.S
Rond Point City – Rez-Chaussée. Congo-Brazzaville
Tel: 00242 06 8813434 – 00242 053813434
Email: info@terratech-cg.com

235.000 H.T



Rapport du chef d'état-major général, le général de division Guy Blanchard Okoi, à l'occasion du réveillon d'armes, le 31 décembre 2013 à Brazzaville

« Ce lieu, témoin de la mémoire de notre pays, nous reçoit une fois de plus pour le rituel du réveillon d'armes. Cette occasion solennelle de communion dévoilera la communication du chef de l'État, chef suprême des armées, à l'ensemble de la force publique en fin d'année. L'année 2013 a été pour la force publique particulièrement riche en activité. Dans la conduite de celle-ci, l'ensemble de la force publique s'est résolu à atteindre les objectifs prioritaires précisés dans les orientations présidentielles de 2013, relayées par les instructions des ministres de l'Intérieur et de la Défense nationale. Grâce à votre attention soutenue, la Force publique a singulièrement réduit ses faiblesses pour consolider ses capacités. Cette année, et encore plus que les années précédentes, votre intérêt à l'action de la Force publique a été revalorisant. Il justifie le bilan succinctement traduit dans cet exposé que j'ai le privilège de faire au nom de la Force publique.

Au-delà des orientations antérieures, les FAC, la gendarmerie et la police nationale devaient cette année, principalement améliorer les conditions de vie et de travail du soldat, observé l'éthique, l'ordre et la discipline dans l'exercice du métier de soldat, maîtriser les effectifs. Dans le même temps, l'élaboration d'une loi de programmation devrait permettre de certifier les concepts de programmation et de modernisation de notre force publique. Dans le quotidien de nos activités, ces orientations ont été exécutées soit de façon totale, soit de façon partielle. Les rapports détaillés ont été adressés aux différentes hiérarchies.

Pour l'essentiel, la volonté d'amélioration des conditions de vie et de travail a permis une avancée sur la gestion de l'alimentation de la troupe en opération et à la caserne, le système de conservation et de distribution de vivres se remet en place avec l'acquisition du matériel permettant le respect de la chaîne du froid et la réduction au maximum de pertes. Cette nouvelle perspective constitue un indicateur précieux pour envisager à votre échelon, Monsieur le président de la République, une réévaluation de la prime globale d'alimentation du soldat, du gendarme et du policier.

La livraison des casernes, en réhabilitation d'abord et en construction ensuite, à la Force publique nous permettra d'optimiser nos capacités dans ce domaine. Par ailleurs, les efforts identiques pourront être faits dans la couverture sanitaire et l'amélioration de la prise en charge médicale des militaires et de leurs familles. Tout autant, les actions de formation menées à différents niveaux ont concouru à rehausser le niveau d'éthique et de prise en main des hommes. Grâce à une coopération militaire active, elles ont pu bénéficier des différents partenariats et appuis des forces de défense et de sécurité des pays frères et amis. Que les attachés de défense militaire, navale, de l'air, de sécurité et de police reçoivent ici notre gratitude pour le travail accompli ensemble.

La maîtrise des effectifs de la force publique telle qu'exigée par l'échelon décisionnel est dans sa phase de finalisation. Pour consolider cette dynamique, les conseils de discipline et d'enquêtes sont montés. Ils ont permis des radia-

tions des déserteurs restés très longtemps hors des rangs tout en gardant souvent le bénéfice de leurs soldes. La mise sous ces caisses de plusieurs de ces soldes cumulés avec le contrôle initié par le ministère des Finances et la gestion de la procédure de leur libération conforte la Force publique dans sa vision de disposer d'un centre autonome de décompte de la solde. Ce centre constitue un instrument essentiel de maîtrise des effectifs et permettrait d'en affirmer clairement les responsabilités.

La mise en œuvre des orientations de 2013 a également pris en compte les précédentes. Ces dernières ont essentiellement intéressé trois domaines : la permanence du contrôle à tous les niveaux ; la recherche des synergies devant renforcer l'action de la force publique ; la sécurité collective ainsi que l'amélioration des relations armée-Nation. La permanence du contrôle au niveau de l'ensemble des structures se réinstalle, les faiblesses constatées par les contrôles externes et internes à la Force publique ont conforté la nécessité d'intégrer les outils de la gestion axée sur les résultats au sein de la force publique. Cependant, le critère de succès de cette démarche de gouvernance et de pilotage requiert, pour la force publique, une procédure particulière de décaissement des budgets... Dans le but de rendre plus cohérente la coopération au sein de la Force publique, les dispositifs de sécurité se sont améliorés. Ainsi, l'élargissement du maillage du territoire avec deux régions de gendarmerie supplémentaires et la répartition des compétences entre la gendarmerie et la police nationale ont matérialisé cette ambition. Dans cette dynamique plusieurs actions de lutte contre le banditisme et les phénomènes immoraux proscrits par la loi ont été menées. Elles se sont révélées principalement dans quatre opérations intérieures : Kimia, Vigifranc, Lising, Tranquillité 2014. Les résultats obtenus sont encourageants mais demeurent perfectibles au cours de l'année à venir. C'est pourquoi, nous nous réjouissons de la signature du décret instituant le groupe

« Au regard des événements du 16 décembre dernier à Brazzaville pour lesquels nous regrettons les traumatismes causés à notre population, il semble opportun que chaque parent œuvrant pour une paix véritable exige de son entourage une restitution des équipements de défense illégalement détenus et ce, auprès des services habilités. »

d'anticipation stratégique, structure de coordination et d'harmonisation des opérations de sécurisation pour la Force publique.

Dans le champ de la sécurité collective, la Force publique après sa participation remarquée à la Micopax, réalise sa montée en puissance en vue de répondre aux exigences de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca), au côté des autres forces africaines et de l'opération Sangaris de l'armée française. Notre force publique compte déjà plus d'un millier d'hommes et de matériels importants sur le territoire centrafricain. Dans cette nouvelle mission de l'Union africaine, la valeur de notre engagement sera évaluée à l'aune des sacrifices consentis. Qu'il me soit permis d'honorer la mémoire des militaires, policiers et gendarmes tombés au champ d'honneur. Que leurs familles meurtries par cette perte sou-

daine, celles touchées par les graves blessures d'un proche ainsi que les blessés eux-mêmes, soient assurés de notre compassion et de notre soutien. Nos pensées vont aussi aux militaires tchadiens et français qui ont trouvé récemment la mort à Bangui. Nous n'oublions pas non plus la douleur du peuple centrafricain dans toute sa globalité. Cette épreuve est difficile aussi pour le Congo, mais nécessaire. Que le peuple congolais nous soutienne dans cet effort en RCA car ce pays frère, plongé dans une instabilité inquiétante mérite toute notre attention dans sa recherche de la paix. Notre sens traditionnel de la fraternité et notre situation tant historique que géographique nous le recommandent. La Force publique saura toujours compter sur le gouvernement et le chef suprême des armées pour tenir cet engagement.

Dans un autre faisceau de la sécurité collective, hormis quelques incompréhensions le plus souvent liées aux conventions frontalières, les relations avec les armées des pays de notre sous-région sont excellentes, la coopération bilatérale avec nos partenaires dans différents domaines contribue à l'épanouissement de nos forces armées. Cet état devrait rassurer l'ensemble de nos populations. Les festivités du 15 août 2013 à Djambala ont été pour la Force publique un moment par excellence d'évaluation du lien Force publique/Nation. Dans une parfaite cohésion, les populations ont accompagné l'action de la force publique. Pour réaffirmer l'une des valeurs de notre nation, qu'il me soit permis de rappeler à l'ensemble de la population que la création des milices est proscrite par la loi, il en est de même de la détention illégale des armes de guerre. Au regard des événements du 16 décembre dernier à Brazzaville pour lesquels nous regrettons les traumatismes causés à notre population, il semble opportun que chaque parent œuvrant pour une paix véritable exige de son entourage une restitution des équipements de défense illégalement détenus et ce, auprès des services habilités. Nul, Monsieur le président, n'est censé ignorer la loi. La force

publique à cet effet, recommande pour le bien de tous, une rupture définitive avec les bandes armées le plus souvent organisées autour des facilités financières illégales et éphémères, et dont les finalités sont toujours malheureuses particulièrement pour la population. Notre soutien et notre compassion vont aussi à l'ensemble des différentes familles éprouvées et des blessés des événements du 16 décembre 2013 à Brazzaville.

De même, les détachements des militaires, policiers et gendarmes à tous les niveaux, devraient être soumis à des procédures encore plus fermes et impassibles. Les instructions du chef suprême des armées à ce sujet sont vivement sollicitées pour recadrer l'usage des agents de la Force publique dans le cadre de la sécurisation des autorités politico-administratives. Les efforts consentis cette année pour contribuer



Le chef d'état-major général des FAC passant les troupes en revue

au bien-être des populations par la Force publique ont concerné plusieurs domaines. Dans leur engagement, les services de santé et les sapeurs pompiers ont affiné leurs capacités à couvrir les manifestations et intervenir dans les situations opérationnelles ou catastrophiques difficiles pour venir au secours des populations en détresse. De même, l'armée de l'air, en marge de ses activités opérationnelles et organiques, a consommé plusieurs milliers d'heures de vol pour des évacuations sanitaires et des actions d'intérêt public. Le premier régiment du génie s'est aussi révélé apte à mériter de notre confiance pour réaliser des travaux en génie au profit de la Force publique et des populations civiles. Les instructions du chef suprême des armées au bénéfice de cette armée ont été canalisatrices, elles portent déjà leur fruit.

C'est dans cette même optique que l'École nationale à vocation régionale (Génie travaux) devenue pôle d'excellence de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Céac) quitte la tutelle des FAC pour intégrer un système de gestion lui permettant une plus grande ouverture nationale et internationale. La Marine congolaise qui s'affirme dans son rôle a participé à divers exercices internationaux et joué sa partition avec réussite dans la lutte contre la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée et l'action de l'État congolais en mer.

La Police nationale et la Gendarmerie nationale ont œuvré sans relâche pour la libre circulation, en toute quiétude, de nos concitoyens. Ainsi les patrouilles urbaines de la police sont accrues et les effets du contrôle de la brigade routière de la gendarmerie ont eu un impact important sur la diminution du nombre d'accidents de circulation sur la route nationale.

Cette appréciation globale de notre action ne nous a pas empêchés de relever des manquements substantiels, notamment dans nos capacités logistiques de projection de troupes et de vie en campagne et dans la manière d'interpeller nos concitoyens. **Notre organisation doit être encore améliorée pour réussir même les mains nues. Nos équipements et nos infrastructures méritent encore votre attention pour mieux affronter vos engagements futurs. Le déploiement de nos hommes dans le territoire centrafricain appelle un équipement spécifique pour la sécurité en la bonne exécution de la mission.** Pour 2014, la force publique s'est engagée à une meilleure préparation des échéances futures à travers une organisation plus anticipative. Aussi, dans le cadre de la préparation de l'exercice multinational de la Céac Loango 2014

pour lequel le Congo est pays hôte, la bienveillance de l'autorité suprême est sollicitée d'abord pour un financement dans les temps de contraintes ressenties et ensuite d'obtenir une participation effective des autres États et partenaires. Afin de réduire nos faiblesses l'année à venir, et en attendant les instructions du chef de l'État, la Force publique envisage encore de conduire mieux dans la coopération inter-force, l'instruction et l'entraînement, le contrôle à tous les niveaux, la gestion des effectifs, la communication interactive. Les missions sans cesse grandissantes et multiformes de la Force publique requièrent des moyens humains en quantité et en qualité, la consolidation des résultats de la revue des effectifs devrait nous éclairer sur la nécessité du complètement de nos effectifs. Dans cette perspective, le choix devra porter sur les meilleurs de nos enfants disposant d'aptitudes physiques, d'une éducation morale, d'une ouverture d'esprit et d'une vocation indéniable et réparti sur l'ensemble du territoire national. Les actions en amont des éducateurs primaires à savoir la famille, les écoles, les églises, les associations...devraient nous garantir des hommes de qualité, aptes, honnêtes, engagés comme nos anciens illustres, des compatriotes convaincus. La Force publique ne peut rien sans les institutions de la République et sans la contribution des Congolais. Cette contribution pourrait aussi s'étendre à celle des anciens militaires, policiers et gendarmes, aujourd'hui retraités, à qui on pourrait confier des missions de formation, d'études et de réflexion.

Nous recommandons un regard bienveillant de l'État sur les conditions d'existence de cette couche de la population qui a tant donné au pays. Nous fondons aussi de nombreux espoirs sur l'assouplissement des procédures budgétaires au profit des dossiers relatifs aux équipements et infrastructures de la Force publique. Votre récent arbitrage, Monsieur le président, sur notre projet du budget 2014 nous conforte dans cette expérience. Une expérience qui couvre aussi et surtout notre attente de l'aboutissement de la loi portant programmation et modernisation de la Force publique. Avant cela, et au cours de l'année 2014, il est vivement appelé les instructions du chef de l'État en faveur de l'organisation de la Coupe d'Afrique militaire de basket-ball dénommée : « Challenge Denis Sassou N'Guesso » devant se jouer à Brazzaville.

Confiants et solidaires, nous espérons que l'année 2014 sera une bonne année pour la Force publique, une bonne année pour le Congo >/>

COOPÉRATION MILITAIRE

La tournée africaine de Jean-Yves Le Drian

Durant sa tournée en Afrique centrale - Tchad, Centrafrique, Gabon et Congo -, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a rencontré le 2 janvier, à Bangui, les soldats français. Il a écarté le risque d'enlèvement pour la France, un mois après le début de l'opération Sangaris qui peine à enrayer l'engrenage de violences entre les Centrafricains, au bord d'une guerre civile.

« Nous sommes là [en Centrafrique] et il ne faut pas qu'il y ait de doute sur notre détermination à mener cette mission », a déclaré Jean-Yves Le Drian, qui a également évoqué le rôle « historique » de la France en Afrique. « Assurer la sécurité en Afrique, c'est aussi assurer la sécurité en France », a-t-il affirmé, ajoutant : « Quand il y a un vide sécuritaire, c'est le creuset à tous les trafics et la porte ouverte à tous les terrorismes. »

À Ndjamena, Jean-Yves Le Drian a rencontré le président tchadien, Idriss Deby Itno, président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, qui reste un homme clef dans la région aussi bien dans la lutte contre le terrorisme que dans



Jean-Yves Le Drian

la gestion de la crise en Centrafrique. Il a, selon lui, « une vraie capacité d'entraînement vis-à-vis de ses pairs en Afrique centrale. Lors du sommet de Paris, c'est lui qui a fait le tour des chefs d'État pour obtenir des troupes pour la Misca », souligne son entourage.

Selon certains analystes, la tâche de la France serait compliquée par les ambiguïtés de son allié tchadien, considéré comme la puissance régionale qui a porté Michel Djotodia au pouvoir. Le Tchad fait aussi partie de la force africaine (Misca) censée être neutre, mais

ses soldats sont accusés de « complicité avec les ex-rebelles de la Séléka ». Une analyse que le Tchad a toujours contestée. D'ailleurs, lors de ses vœux 2014, Idriss Deby Itno s'est montré « choqué par les allégations selon lesquelles son pays soutient la Séléka. » « Je défie quiconque, je dis bien quiconque, capable de fournir à l'opinion internationale la preuve de ces allégations », a-t-il martelé.

Jean-Yves Le Drian s'est montré toutefois optimiste malgré une issue militaire et politique qui reste problématique. À ce jour, on peut penser que les soldats français seront appelés à « rester plus nombreux et plus longtemps que prévu » en Centrafrique, face à l'impréparation des forces africaines aux missions de sécurisation et à un besoin de solution politique. Malgré les appels au calme, les affrontements persistent, chrétiens et musulmans se renvoyant les reproches.

Vers une logique régionale

Mais dans la tournée de Jean-Yves Le Drian, qui a commencé le 31

décembre 2013 par le Mali, le Niger pourrait aussi avoir un autre intérêt. Au Mali, à travers l'opération Serval, la France va évoluer vers une logique régionale « pour faire face à la menace djihadiste dans l'ensemble de la zone », du nord du Mali et du Niger jusqu'au sud de la Libye, en passant par le Tchad et le Burkina Faso.

Cette « menace de déstabilisation » obligerait la France à réorganiser son dispositif. Rien n'est officiel pour l'instant. Trois tendances vont dominer la stratégie de la France. À savoir :

le reformatage de ses forces d'intervention prépositionnées : entre Dakar, Djibouti, Ndjamena et Libreville, la France compte environ 11 775 hommes, dont 5 050 hommes au Sénégal, à Djibouti, au Gabon et dans l'océan indien ; 6 725 militaires, dont 460 en Côte d'Ivoire, 950 au Tchad, 2 915 au Mali, 1 600 en RCA, 250 au Niger, et 350 pour l'opération Corymbe et 200 pour l'opération Atalante. Ce chiffre va décroître. Toutefois, 3 000 soldats français pourraient stationner durablement dans la région du Sahel ; la réarticulation des forces d'intervention françaises avec des points d'appui autour de 15, à l'instar des nénuphars américains disposés dans une dizaine de pays du continent à des fins anti-

terroristes. Il s'agirait de disposer de tremplins en cas de crises - Niamey connaît actuellement des travaux d'agrandissement de sa base aérienne ; le désengagement des forces françaises de certaines missions au profit de structures privées, par exemple dans le domaine du soutien et de la formation, une idée qui fait son chemin et qui ne fait pas l'unanimité auprès des fonctionnaires du Quai d'Orsay.

On pourrait aussi ajouter « le renforcement capacitaire » des partenaires africains, initié avec le Recamp (Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix) mais qui marque le pas en raison du manque de moyens de commandement et de transport de la Force africaine en attente.

Notons qu'en collaboration avec l'Organisation des Nations unies, l'Union européenne organise le 20 janvier, à Bruxelles, une conférence internationale sur la situation en Centrafrique, dont l'objectif est d'identifier les priorités de la situation humanitaire et d'obtenir des engagements fermes pour y faire face. L'une des priorités sera de créer les conditions de sécurité maximale pour la fourniture des vivres et l'assistance aux populations en extrême urgence.

Noël Ndong

Siège social :

Rue de la Corniche - BP 1037 -
BRAZZAVILLE
Tél : 00 242 06 660 65 26
contact@totalcongo.com

Agence Pointe - Noire :

Entre le Boulevard Félix EBOUE
et la rue Massadi, à l'entrée du
port autonome - POINTE-NOIRE
Tél : 00 242 06 660 65 27

Agence DOLISIE :

Avenue de la République,
Face Eglise Saint-Paul - DOLISIE
Tél : 00 242 05 538 40 54

Agence OYO :

Dépôt SCLOG - OYO
Tél : 00 242 05 551 78 89

Révélez tout le potentiel
de votre moteur.



Lubrifiants TOTAL QUARTZ
Plus de protection et plus de kilomètres
www.lubrifiants.total.com

+

Vous ne viendrez plus chez nous par hasard



TOTAL

NOUVEAU FESTIVAL TAZAMA

« Une plaque tournante du cinéma féminin en Afrique », selon Claudia Haidara Yoka

Tazama veut dire voir, apercevoir, constater, sentir, observer en swahili. C'est le nom d'un nouveau festival de cinéma dirigé par Claudia Haïdara Yoka. Pour cette première édition, qui débutera ce 6 janvier à l'Institut français, les revenus seront versés à une fondation de lutte contre le cancer en vue de construire une pédagogie. Des femmes cinéastes de renommée sont venues de dix pays d'Afrique pour célébrer à Brazzaville le septième art dans toute sa diversité. Claudia Haïdara Yoka présente les enjeux de ces rencontres. Interview exclusive.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Comment le projet du Festival Tazama est-il né ?

Claudia Haïdara Yoka (CHY) : Tazama est un festival de cinéma de la femme africaine. Il est né d'une quête personnelle, car j'ai fait la promesse à ma mère qui est née le 12 janvier de fêter ses 70 ans avec faste. Malheureusement, elle n'a pas vécu jusqu'à cet âge, mais elle disait vouloir plein de femmes réunies autour d'une cause pour cet anniversaire. Pour lui rendre hommage et respecter une de ses dernières volontés, il était nécessaire pour moi de réunir des femmes autour de la lutte contre le cancer. J'aime la culture et le travail des femmes en général, ce qu'elles sont capables d'apporter dans le milieu culturel. Alors je me suis rendu compte qu'on connaissait très mal le cinéma féminin africain et je me suis donné pour objectif de faire ce festival.

LDB : Sur quels critères avez-vous choisi la dizaine de femmes cinéastes qui participeront à cette édition ?

CHY : Notre critère a été l'excellence, et qui dit excellence dit distinctions. Toutes les femmes qui participeront à cette édition ont reçu des prix pour les films qu'elles ont faits. Elles ont le souci de faire les choses dans les normes mais surtout d'exceller. Nous avons également retenu des films forts de femmes traitant de sujets d'actualité : il était vraiment nécessaire qu'elles soient là.

LDB : Quelle programmation avez-vous prévue pour cette première édition ?

CHY : Nous recevons une dizaine de femmes avec des sujets sur la traite de l'enfant, sur Calypso, une diva hors pair. On a des sujets qui interpellent, portés par des artistes venus du Nigeria, du Cameroun, du Gabon, de Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Sénégal, du Maroc, du Congo et de la République démocratique du Congo. Je pense vraiment que chacun va y trouver son compte. Le challenge est de divertir les spectateurs en leur faisant prendre conscience que, derrière ce festival, il y a une maladie à com-

battre.

LDB : Il existe partout en Afrique de festivals de cinéma de grande envergure. Pensez-vous que Tazama vient combler un vide à Brazzaville ?

CHY : En juillet 2003, nous avons tenté l'expérience avec le festival Écrans Noirs pendant une semaine. Il y avait une demande et elle demeure pour ce genre d'activité. Écrans Noirs s'est arrêté par manque d'appui et de soutien des autorités publiques et privées. Un festival de cinéma doit être soutenu, il y a une demande et on pense que Tazama, dans sa particularité de s'adresser aux femmes, apporte quelque chose de nouveau. Je crois d'ailleurs qu'il est le premier festival féminin soutenant une cause. Et je pense que ce festival deviendra une plaque tournante du cinéma féminin en Afrique, car à Ouagadougou, il existe des rencontres de femmes cinéastes, mais Tazama peut se démarquer par sa particularité.

LDB : Pourquoi avoir choisi *Last flight to Abuja de Obi Emelonye* en film d'ouverture ?



Claudia Haïdara Yoka

CHY : le film d'ouverture a été choisi pour deux raisons : nous l'avons programmé parce qu'il a connu un succès retentissant car il raconte l'histoire vraie de l'avion qui s'est écrasé entre Lagos et Abuja dans les années 2000. La deuxième raison c'est qu'en ce moment, les actrices nigérianes ont le vent en poupe : il existe une nouvelle génération d'artistes dans ce pays tout comme il existe une nouvelle manière de filmer. La qualité des films nigériens actuels est exceptionnelle. Ce sont des films sur lesquels on peut miser du fait qu'ils s'exportent aux USA et il me paraissait important de commencer ce festival avec des films qui montrent que le cinéma africain est en train de sérieusement évoluer. Son réalisateur a été invité, car il a une façon très particulière de filmer la femme. Il la sublime et le sujet de la conférence étant l'artiste africaine des indé-

pendances à nos jours, je pensais qu'il fallait rendre hommage à Céline Loader, une grande actrice nigérienne.

LDB : Qu'avez-vous prévu pour pérenniser ce festival ?

CHY : Je ne sais pas encore. C'est une aventure très éprouvante qu'il serait difficile de réitérer si nous ne sommes pas accompagnés par des partenaires. Nous allons certainement laisser passer une année et ensuite revenir, mais pas dans le même pays : ce sera probablement un festival itinérant. Après la première édition, j'ai dans l'idée de tourner dans un autre pays d'Afrique : on va essayer de créer les conditions et d'aller vers les pays qui sont culturellement engagés, car on ne peut pas être artiste au Congo et se sentir valorisé.

LDB : Pourquoi n'avoir mis que des films documentaires en compétition ?

CHY : Parce qu'à côté des fictions, les femmes font des films documentaires qui attaquent les vrais sujets : elles font avancer les choses et participent à la prise de décision. Nous nous sommes limitées aux deux Congo, nous avons reçu des films du Rwanda, du Burkina, mais on ne pouvait pas tout embrasser pour la première édition et nous avons pensé qu'il était nécessaire que les deux Congo soient ensemble sur plusieurs projets documentaires.

LDB : Il est aussi prévu une partie consacrée aux « Hommes du Festival »...

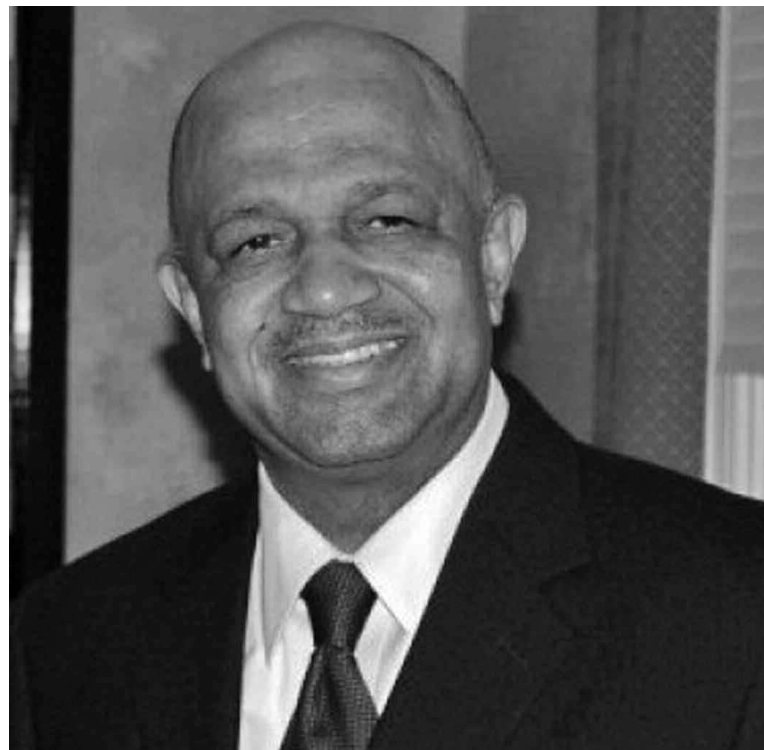
CHY : Si je fais du cinéma aujourd'hui, c'est grâce à deux hommes : le général Dabira qui m'a boostée lorsque je lui ai dit que je voulais faire un film alors que je n'en avais jamais fait. Le second est Bassek Ba Kobhio car il m'a ouvert le circuit des festivals de cinéma. Après, il y a Rasmané Ouédraogo, qui est un père pour les artistes africains, car jamais il ne se tient à l'écart d'un projet, qu'il soit cinématographique ou non : il est toujours partant et lorsqu'on avance, il faut savoir remercier et s'entourer des bonnes personnes. Mon réseau africain est essentiellement composé d'hommes. Serge Abessolo, par exemple, a joué dans plusieurs films. Il a ce talent d'entrer en contact avec le public congolais : je l'ai vu sur scène en stand-up. Il est à la fois comédien et producteur et lorsque je rencontre des gens pareils, j'ai envie de les emmener chez moi. Guy Kalou est l'acteur ivoirien dont on parle en ce moment. J'aime tout ce qui est bon pour mon pays et une fois que j'ai repéré les gens qui peuvent influencer sur notre façon de faire les choses artistiquement, je les invite.

Propos recueillis par Hermione Désirée Ngoma

MUSIQUE

Syllart Productions est en deuil

Le célèbre producteur de musique Ibrahima Sylla est décédé le 30 décembre en France des suites d'une longue maladie. Ce Sénégalais de naissance avait mis son talent et sa vie au service de la musique africaine, faisant découvrir de nombreux artistes du continent.



Ibrahima Sylla

Ibrahima Sylla a travaillé avec tous les grands noms de la musique du RD-Congo comme Nyboma, Pepe Kallé, Sam Mangwana, Tshala Muana, Mbilia Bel, Koffi Olomidé et bien d'autres. Sylla a développé le soukous caractérisé par de longues mélodies à la guitare, ajoutant des harmonies orchestrales et des changements de clé innovants teintés de salsa.

L'excellence de son travail est également connue par ses productions de musique ouest-africaine de danse, comme les albums d'Oumou Diabaté, et sa direction musicale de chants de griots maliens et sénégalais. Il a également travaillé avec Baaba Maal, Ismaël Lo, Pape Seck, Oumou Sangaré, Gnonnas Pedro, Bembeya Jazz, Fanta Damba, Alpha Blondy, Africando et Miriam Makeba.

Âgé de 57 ans, Ibrahima Sylla était né en Côte d'Ivoire. Son père était un personnage public influent, bien connu en Afrique de l'Ouest. Il a développé son amour pour la musique lorsqu'il était étudiant à Paris. Il a sorti des compilations de ses morceaux de salsa préférés. C'est en 1980 qu'il s'est lancé dans la production. Il a financé un album d'Étoile de Dakar, avec Youssou N'Dour et Orchestra Baobab.

H.D.Ng.

PRESSE ITALIENNE

La géographie dans tous ses états

Les médias italiens sont toujours fâchés avec les noms des pays africains

Il est arrivé plusieurs fois que les pays du continent donnent du fil à retordre dans les rédactions en Italie. Le cas le plus classique reste, bien entendu, celui des deux Congo, la tendance étant de renvoyer le plus souvent tout ce qui a trait à un des deux pays à la seule République démocratique du Congo. Plus connue, plus familière. Passe aussi la tendance à situer en Afrique de l'Ouest des pays comme le Cameroun ou le Tchad.

Passe tout autant la confusion qui fait situer l'Équateur, pays d'Amérique latine, en Afrique dans les colonnes de journaux peu regardants. Cela faisait rire au début, mais la persistance d'erreurs du genre : « le Pape reçoit ce matin M. Denis Sassou N'Guesso, Président de la République démocratique du Congo » n'amuse plus personne dans la diaspora. C'est pourquoi une information, datée de vendredi et diffusée par l'une des plus grandes agences d'information italiennes, ne peut que susciter perplexité et désarroi. Aux dires de l'agence ASCA, la loterie italienne aurait fait 248 heureux en 2013 qui, par une simple carte à gratter, se sont retrouvés avec plus de 500 000 euros (527 millions de francs CFA). Information souriante à ranger dans les faits divers de bon ton dans cette période de fêtes de fin d'année.

L'agence détaille que parmi ces gagnants, une moyenne de vingt par mois, il y a des gens de toutes conditions et de toutes provenances : des Italiens, mais aussi des étrangers, les bulletins pouvant s'acquérir librement dans des bars-tabacs au prix de 5 euros (3 275 F CFA) ou plus. C'est beau. D'autant que l'agence ajoute d'autres précisions très rassurantes : parmi les étrangers, le plus grand nombre de gagnants sont les Marocains, puis les Égyptiens. Mais on cesse de sourire lorsqu'elle donne le troisième « pays africain » de provenance de ces millionnaires : « la Nouvelle Guinée ». Autrement dit la Papouasie ?

Lucien Mpama

Pas de crédit ?
Garde le **SOURIRE** avec

WARID
SO-V-NGA

Appelle maintenant, paie plus tard

Pour emprunter du crédit de communication :
Compose *1818*1#OK pour obtenir 100 FCFA de crédit
Compose *1818*2#OK pour obtenir 200 FCFA de crédit
Compose *1818*3#OK pour obtenir 500 FCFA de crédit
Compose *1818*4#OK pour obtenir 1 000 FCFA de crédit

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge.
Offre soumise à conditions.

WARID
Passer à l'action

MUSIQUE

L'album « The winner » de Djason Philosophe disponible mondialement

Après sa présentation officielle au cours d'une conférence de presse à Salvador de Bahia, au Brésil, puis à Lisbonne, au Portugal et Madrid, en Espagne, ce maxi single de quatre titres contenant un CD et un DVD sera présenté officiellement à la presse par son auteur, Djason Philosophe, le mardi 7 janvier à la terrasse du Musée-Galerie du Bassin du Congo.

Djason Philosophe a monté quatre clips vidéo de l'album The winner dans des styles différents. Il y a donc une rumba typique Ondemba, très chaude, et du « générique » mélangé à du coupé-décagé. Le patron de Super Nkolo Mboka pense que tous ses clips sont bons. C'est par exemple le cas de Ba Love qu'il a tourné dans la rue, au milieu des voitures et des commerces, pour montrer que les bons clips ne sont pas toujours ceux qui sont faits dans le luxe.

Pour la promotion de son album, Djason Philosophe compte sur le soutien des médias. C'est ainsi qu'il organise une conférence de presse à la terrasse du Musée-Galerie du Bassin du Congo, aux Dépêches de Brazzaville, dans la matinée du mardi 7 janvier prochain, pour présenter officiellement ce coffret et lancer la vente au niveau national sans oublier Kinshasa. En attendant le coffret est déjà disponible chez Mabelé, Fula-Ngenge, Ndiaye, Letiok.

Au niveau européen, la vente et la distribution ont commencé, tout comme sur internet. À Paris, l'album a été lancé : Cyriaque Bassoka s'en occupe par le biais d'Anitha Ngapy et Scorpion Productions. Au Brésil, il est disponible sur les sites Amazon, Deezer et Ait Sung.

« Nous comptons organiser des spectacles dans tous les arrondissements de Brazzaville, en commençant par l'Institut français du Congo. Nous le ferons également à Kinshasa où nous nous produirons dans la commune de Gombe, à côté de Planète J. Nous avons signé déjà avec Dieudonné Okongo Otété qui était à Brazzaville », a-t-il indiqué.

Un séjour brésilien profitable pour la musique congolaise

Lors de son séjour au Brésil, Djason Philosophe a rencontré les grands noms de la musique du pays. Ces échanges se sont déroulés pour certains dans des écoles de musique, comme l'École de musique et technologique Pracatum, dirigée par le grand artiste Carlinhos Brown. Il a travaillé également avec des grands qui participent à la Samba de Roda avec Germano Cruz, qui viendront dans les prochains mois à Brazzaville.

Djason Philosophe, voulant montrer ses qualités artistiques, a joué en concert accompagné des groupes de la place. « No-



tre musique est aimée, mais elle n'est pas distribuée. Certes, la rumba est bien connue au Brésil, mais la rumba congolaise est carrément inexistante. Je suis donc le premier ambassadeur à imposer la rumba dans ce pays. Les gens ont aimé mes prestations, c'est une fierté pour la nation congolaise, parce que dorénavant les portes nous sont ouvertes dans ce pays pour échanger avec des écoles de musique, de danse, des grands noms de l'art mondial, ceux qui fréquentent des grandes salles de Rio, des États-Unis... »

Toujours dans le but de faire bénéficier le Congo d'expériences nouvelles et ses artistes aient dorénavant une vision mondiale, Djason philosophe The Winner a rencontré Beyonce, Margareth Menezes, Magary Lord. Grâce à l'expérience qu'il a acquise, Djason va pouvoir échanger avec ses collègues artistes musiciens congolais pour les faire grimper aux plus hauts sommets.

Bruno Okokana

ASSURANCES GENERALES DU CONGO

A.G.C.S.A

RESPECTER NOS ENGAGEMENTS, C'EST VOUS RESPECTER

WWW.AGCCONGO.COM

HAKUNA MATATA!

AMIC Télécom

Fournisseur d'accès Internet

Installez l'internet + un routeur Wifi à **149,000 FCFA** gagnez 1 mois gratuit de connexion haut débit de 512 Kbps.

OFFRE D'EMPLOI

AMBASSADE DES ETATS-UNIS, BRAZZAVILLE
NUMERO D'ANNONCE : 001/2014

OFFRE D'EMPLOI pour le poste de: Agent de Sécurité
Grade du Poste : FSN-02 (Grille salariale des agents de sécurité de l'Ambassade des Etats-Unis)

DATE D'OUVERTURE: jeudi 02 janvier 2014;
DATE DE CLOTURE: jeudi 16 janvier 2014

Nature du contrat : Contrat à Durée indéterminée (CDI), après la période probatoire (période d'essai).

L'Ambassade des États Unis à Brazzaville recherche trois (3) individus ayant un diplôme d'études secondaires (BEPC), un niveau acceptable de la langue anglaise ainsi que les compétences professionnelles requises pour travailler dans le département de la sécurité. Les intéressés (ées) auront entre autres tâches: d'assurer la surveillance, la sécurité et la protection des propriétés et du personnel du gouvernement américain. Les intéressés (ées) exécuteront également d'autres tâches sur instructions de leur superviseur respectif. Un test est prévu, pour les candidats qui seront présélectionnés. Les candidats dont les dossiers ne seront pas retenus pour ce test ne seront pas contactés.

Pour postuler, prière de visiter notre site internet:
<http://brazzaville.usembassy.gov/job-opportunities.html>.
Pour de plus amples informations concernant cette offre d'emploi, prière de contacter le bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants : 06-612-2073 / 06-612-2133 / 06-612-2143 / 06-612-2109
Par courrier électronique (E-mail) à l'adresse suivante : BrazzavilleHR@state.gov

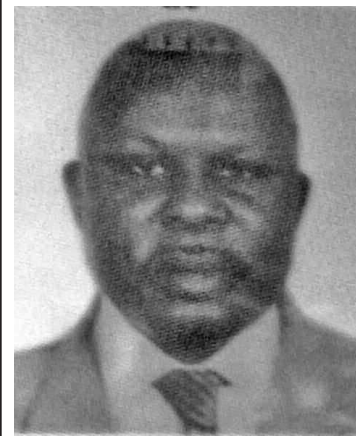
Veuillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement.
N.B : LES DOSSIERS DEVRONT ETRE COMPLETS, LES DOSSIERS IN-COMPLETS NE SERONT PAS ACCEPTES ET SERONT DONC REJETES.

Merci de votre intérêt et Bonne chance!



NÉCROLOGIE

Bice Bakouma, agent des Dépêches de Brazzaville, Noël Matondo et famille ont le regret de vous annoncer le décès de leur fille Neige Kongo Matondo, survenu le 30 décembre 2013 à Brazzaville.
La veillée mortuaire se tient au n°28 rue Ngovoli à la Base, quartier l'Ombre. La date de l'inhumation vous sera communiqué ultérieurement.



IN MEMORIUM

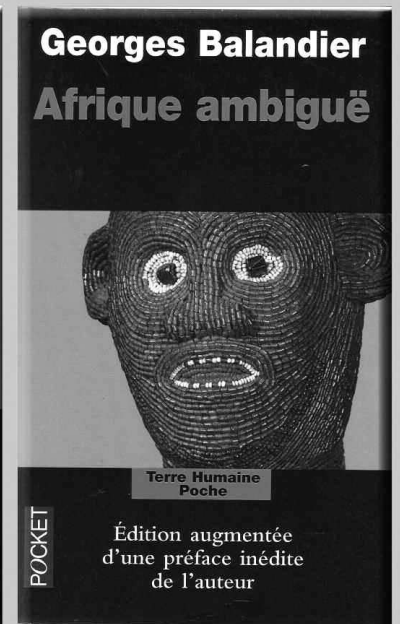
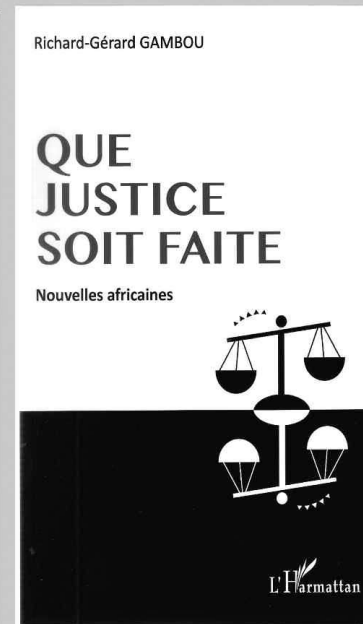
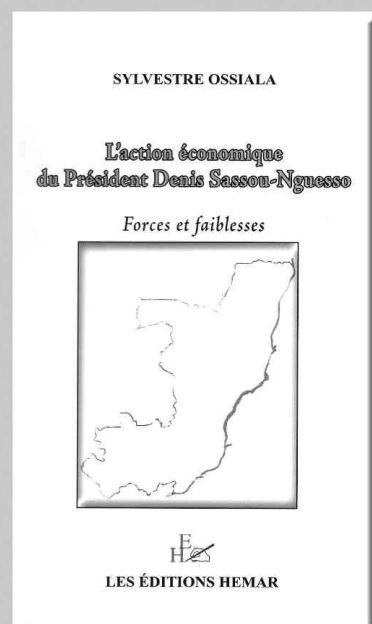
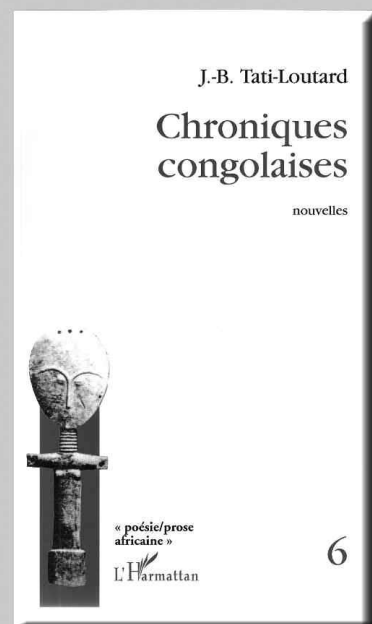
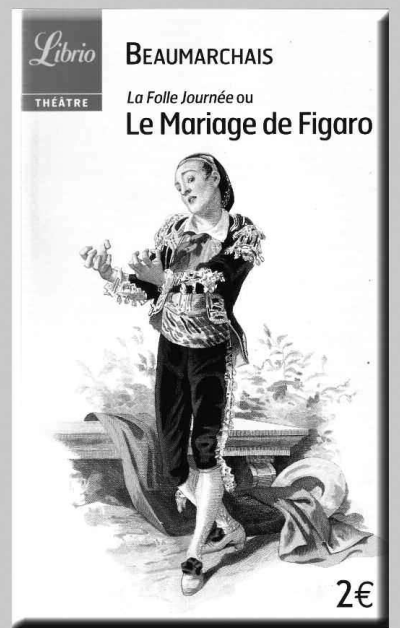
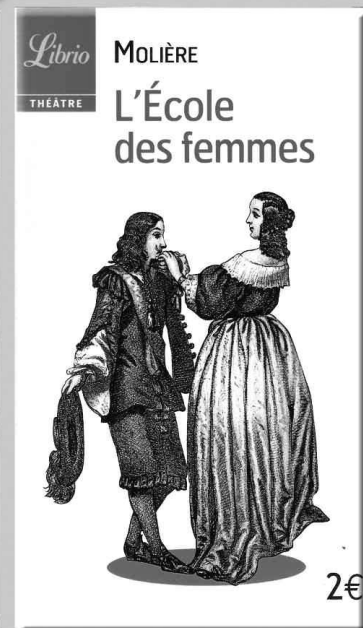
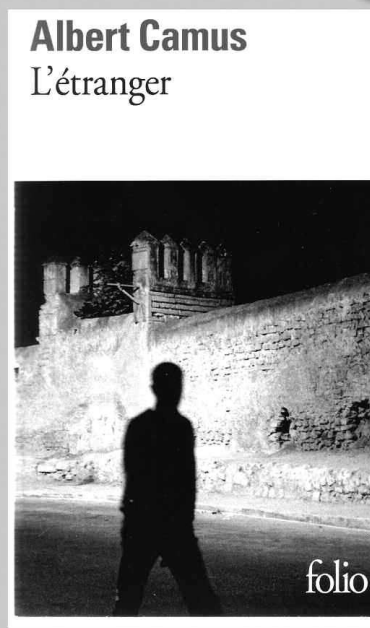
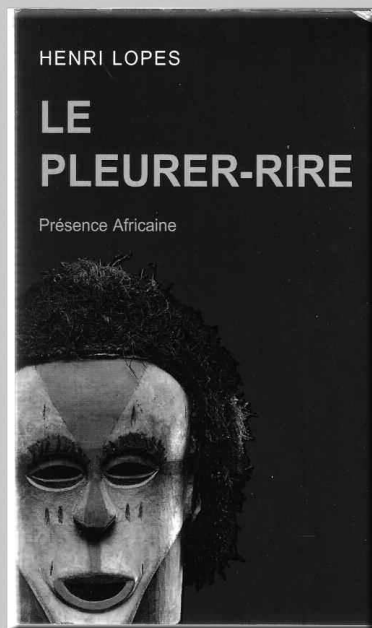
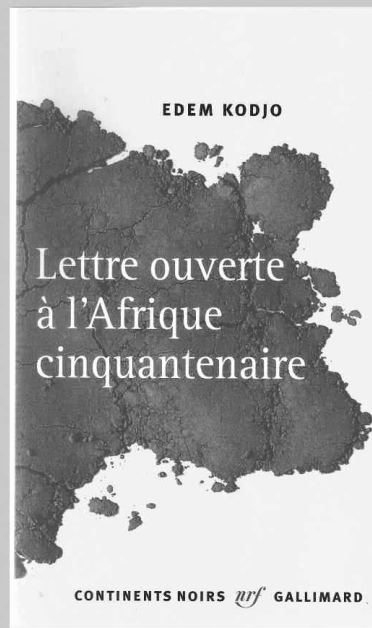
Le temps qui passe ne peut jamais effacer ni la douleur ni le souvenir d'un être cher.
03 janvier 2011- 03 janvier 2014 voici 3 ans jour pour jour que notre frère Koya -Engambe Jean René nous a quitté, Docteur Dominique Obissi et la famille Koya prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse pour lui. Paix a ton âme.

Villas à louer

Nous mettons en location quatre (4) villas vers Ex télévision dont :
-Deux (2) villas de trois (3) chambres salon, salle à manger, cuisine, douche, toilette et parking privé
-Deux (2) villas de deux (2) chambres, salon, salle à manger, cuisine, douche, toilette et parking privé.

Contact : 06 643 43 42 / 06 808 88 80

En vente à la Librairie Les Dépêches de Brazzaville



PATRIMOINE

Le Congo vers la valorisation du port des esclaves de Loango

Si le Sénégal a son île de Gorée, le Bénin son port d'Ouidah..., le Congo s'apprête à construire son musée de l'Histoire de l'Esclavage au port d'embarquement de Loango où des hommes valides ont quitté l'Afrique pour un voyage sans retour. Le ministre de la Culture et des Arts, Jean-Claude Gakosso, a effectué en novembre dernier un voyage à Loango pour voir le lieu où sera implanté ce musée dont les travaux débutent cette année. C'est l'un des projets phares de 2014, sans oublier que l'année précédente a été riche culturellement.

Le projet la « Route de l'esclave » est un projet international qui date de 1998. C'est l'Unesco, institution internationale des Nations unies pour la culture, la science et l'éducation, qui avait pensé que le problème de l'esclavage a tellement fait des ravages dans beaucoup de pays, notamment africains, et qu'il fallait regarder dans le rétroviseur de l'histoire pour savoir ce qu'il en est.

Certes, la traite négrière et la colonisation ont causé du tort à l'Afrique et aux Africains, ce qui explique d'ailleurs le complexe que les Noirs peuvent avoir vis-à-vis des Blancs. C'est pourquoi



Le site de Loango

l'Histoire de l'Esclavage à Loango dans le département du Kouilou dont les travaux débutent cette année 2014. La construction de cet édifice s'inscrit dans le cadre de ce projet.

Une fois ce musée construit, l'Unesco pourra le classer patrimoine mondial. Et comme tel, il y a plusieurs avantages, tels que l'assistance matérielle, humaine et fi-

turels que sont le parc naturel de Konkouati ; le parc d'Odzala et celui Nouabalé-Ndoki. Ce dernier a déjà été classé patrimoine mondial.

Pour le directeur général du patrimoine et des archives, Samuel Kidiba, le Congo n'avait pas encore jusque-là une loi qui protégeait les biens culturels, tels que les sites naturels et culturels. Cette loi n'a

Loango.

L'année 2014 sera également marquée par la commémoration du centenaire de la première Guerre Mondiale de 1914-1918. À cet effet, la localité de Mbirou, située au nord du Congo, dans le département de la Sangha sera à l'honneur. Un grand projet y sera développé, précisait en mi-décembre 2013, l'ambassadeur d'Allemagne

2013 : une année particulièrement riche sur le plan culturel

L'année qui vient de s'achever a été très fructueuse au plan culturel avec la tenue de plusieurs activités. Entre autres : le festival Étonnants Voyageurs ; l'ouverture de l'exposition photos inédites de l'explorateur franco-italien Pierre Savorgnan de Brazza ; le Fespam, etc. On peut ajouter, sur le plan international, le festival d'Avignon ; la participation de l'école de peinture de Poto-Poto au concours de la peinture contemporaine de Russie ; l'exposition internationale sur le Kiébé-Kiébé au Brésil...

En arts plastiques, l'année 2013 a été marquée par la participation des peintres de la prestigieuse école de peinture de Poto-Poto au concours de la peinture contemporaine de Russie qui préalablement se faisait en circuit fermé. Ces peintres de Poto-Poto, dont l'aura de l'école ne cesse d'accroître ont représenté toute l'Afrique à ce concours qui a réuni plus de 600 artistes. Ils ont à cet effet raflé trois prix. Cela a été une grande fierté pour ces peintres, qui quelques mois après cette brillante participation, ont été de nouveau invités, cette fois-ci au Congrès international des restaurateurs de Moscou qui a eu lieu au mois de septembre dernier. Il sied de noter qu'à cette école est pratiquée aussi la restauration des œuvres d'art (toiles et sculpture). Ils reçoivent des gens qui viennent de partout avec des tableaux déchiquetés qu'ils finissent par restaurer.

Enfin, Brazzaville, la capitale du Congo, fait dorénavant partie du Réseau des villes créatives de l'Unesco sous la thématique de la musique. Elle devient ainsi un modèle régional dans le cadre de la promotion du patrimoine, des industries et du tourisme culturels. C'est à l'issue du sommet de Beijing en Chine du 20 au 23 octobre qu'elle a été inscrite officiellement ville créative par la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova.



Réception des artistes du Fespam 2013 par le président de la République

l'Unesco a décidé en 1998 de lancer ce projet.

Pourquoi la « Route de l'esclave » ?

Cela veut dire que toutes les pistes suivies par les esclaves devraient être vues comme des pistes pour la mémoire. C'est pourquoi, le Congo qui est pays membre de l'Unesco, et qui a vu ses fils valides être déportés vers l'Europe et l'Amérique pour un voyage sans retour, a entrepris de construire un musée de

nancière. Et dire que le site devient une destination touristique en même temps qu'un patrimoine inaliénable.

Les sites majeurs à protéger

À propos des sites à classer "patrimoines de l'Unesco, en 2008", le Congo a renvoyé la liste indicative à l'Unesco. Parmi ceux-ci : le port d'embarquement des esclaves à Loango dont il est question ; la cité royale de Mbé et les trois sites na-

été votée qu'en 2010. Ce qui fait dorénavant une grande avancée pour le pays. Les contacts ont été pris avec l'Unesco, l'Icom, l'École du patrimoine africain. Objectif : regarder comment valoriser ce site. Ce projet, qui est une volonté du président de la République, devrait connaître son évolution en 2014. Il ya une année, le chef de l'État avait invité les séminaristes venus pour le festival Étonnants Voyageurs à visiter le site de

en République du Congo, Thomas Strieder, lors de l'entretien qu'il avait eu avec la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Béline Ayessa. Ce petit village, il sied de le dire, a été le théâtre de combats entre soldats français et allemands. D'ailleurs, une stèle en leur mémoire y est érigée depuis 1915 sur le lieu même où sont tombés ces soldats: la rive droite de la Sangha.

NORD-KIVU

L'assassinat du colonel Mamadou Ndala soulève des vagues

Pour perpétuer la mémoire de l'illustre disparu, la coalition pour le vrai dialogue en RDC propose que le rond-point Signas de Goma soit débaptisé en son nom.

Jamais un officier supérieur de l'armée n'a été aussi adulé par la population à l'image du colonel Mamadou Ndala tué le 2 janvier dans une embuscade tendue par des hommes armés non identifiés à 5 km de Beni au Nord-Kivu. La mémoire de ce vaillant héros dont le nom restera à jamais associé à la débâcle des rebelles du M23 au front reste toujours vivace dans les esprits, tant à Goma qu'ailleurs dans le pays. À peine la nouvelle de sa mort a été rendue publique, la province du Nord-Kivu est entrée en ébullition. La population, qui avait misé tant d'espoirs sur ce commandant du 42e bataillon des unités de réaction rapide dont les actes de bravoure avaient obligé le M23 à abandonner la guerre, était plus que consternée. Comme il fallait s'y attendre, la réaction des « Gomatraciens » était à la mesure de l'émotion ressentie, d'autant plus qu'une certaine rumeur répandue dans la ville présentait l'infortuné comme « victime d'un complot ». À Goma, Beni et dans d'autres villes de la province où le commandant du 42e bataillon des commandos des Fardc passait pour un héros, plusieurs centaines de jeunes en colère ont manifesté en signe de protestation.

Des femmes des militaires ont marché dans les rues de Goma. Les conducteurs des motos taxis et les militaires des rangs ont pleuré le « vaillant soldat », le bourreau du M23 à Rutshuru et Nyiragongo. Une journée ville morte a même été dé-



Le colonel Mamadou Ndala au premier plan

créée de fait. C'est sur ces entrefaites que la société civile du Nord-Kivu est montée au créneau pour réclamer l'ouverture d'une enquête afin d'élucider les circonstances de la mort tragique du colonel Mamadou Ndala. Même credo de la part des députés élus du Nord-Kivu qui exigent que toute la lumière soit faite sur ce meurtre. Un peu partout, des voix se sont élevées pour saluer le modèle du soldat discipliné et loyal que fut le colonel Mamadou Ndala. Évoquant les qualités du disparu, le porte-parole des Fardc, le général Léon Kasonga, l'a qualifié « d'intègre, de discipliné, de grand combattant et d'officier supérieur de grande valeur ». Vital Kamerhe voit en lui « un exemple de bravoure, de courage et de détermination des hommes des troupes par-delà toute la Nation ». L'autorité morale de la coalition pour le vrai dialogue en RDC et président

de l'Union pour la Nation congolaise insiste pour que le colonel Mamadou Ndala soit enterré dignement. Et pour perpétuer la mémoire de l'illustre disparu, l'opposant propose que le rond-point Signas de Goma soit débaptisé en son nom. Le gouvernement qui a déjà diligenté une enquête pour tirer cette affaire au clair entend aller jusqu'au bout de la logique en sanctionnant s'il en faut les auteurs de cet odieux assassinat.

Pour rappel, le colonel Mamadou Ndala était le commandant du 42e bataillon des unités de réaction rapide. Formé par des instructeurs belges, angolais, américains, voire chinois, cet officier d'une trentaine d'années faisait partie de ces commandos mobiles de la nouvelle force de réaction rapide de l'armée congolaise dont il dirigeait une unité.

Alain Diasso

La Monusco assure maintenir la pression sur les forces négatives

La force onusienne se dit déterminée à accompagner l'armée nationale dans sa campagne militaire contre les groupes armés, nationaux et étrangers qui écument dans la province

Les populations du Nord-Kivu ressentent déjà le vide laissé par la disparition de celui qui passait pour leur protecteur, en l'occurrence, le colonel Mamadou Ndala abattu récemment par un tir de roquette dans une embuscade à Beni. Pour la Monusco, la dynamique enclenchée après la débâcle du M23 devrait se poursuivre sans atermoiements afin de neutraliser tous les groupes armés qui sèment la terreur et la désolation dans cette partie du pays. C'est tout le sens des déclarations faites dans un communiqué publié à quelques heures de cet odieux assassinat par le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC, Martin Kobler. Les efforts consentis par le défunt colonel, qui était en instance de mener une opération de traque contre les rebelles ougandais des ADF/Nalu, devraient se poursuivre, a rassuré le patron de la Monusco. L'armée avait déjà réussi à récupérer la localité de Kamango, Kisiki et le pont de Semliki, jadis occupé par des rebelles est donc censé maintenir le cap. Et la Monusco, qui avait apporté son soutien logistique à l'armée dans sa contre-offensive pour récupérer les positions des ADF-Nalu à Kamango, n'entend pas baisser les bras à ce niveau. C'est dire que la Monusco veut aller jusqu'au bout de la logique en poursuivant les forces négatives jusque dans leur derniers retranchements.

Dans son communiqué, il affirme que la pression « sera maintenue sur les groupes armés, conformément au mandat qui a été confié à la Monusco par le Conseil de sécurité de l'ONU en vue d'assurer la protection des populations civiles et la restauration de l'autorité de l'État congolais dans l'est du pays ». Et Martin Kobler d'ajouter que l'assassinat de l'officier des Fardc « n'entamera en rien la ferme détermination de la Monusco à lutter contre les forces négatives où qu'elles se trouvent et quelles que soient leurs motivations ».

A.D.

TIRS À L'AÉROPORT DE NDOLO

Un militaire de la force navale crée la panique

Trois jours à peine, après l'attaque terroriste perpétrée contre trois sites stratégiques de la ville, des tirs ont de nouveau été entendus à Kinshasa du côté de l'aéroport de Ndolo le 2 janvier. Une situation qui a jeté dans l'émoi de nombreux habitants du quartier qui ont cédé à la panique. Qu'est-ce qui s'est passé au juste ? Deux thèses se contredisent. D'abord celle du gouvernement qui fait état d'un incident intervenu en dehors du site aéroportuaire contrairement à certaines allégations.

À en croire son porte-parole Lambert Mende Omalanga, c'est un militaire qui servait de gardien dans une entreprise proche, question d'arrondir ses fins de mois de manière illégale, qui serait à l'origine des tirs. D'après la version officielle, ce militaire de la force navale aurait tiré cinq coups en l'air pour décourager le voleur qui se hasardait dans les périmètres du site qu'il surveillait. « Il a été arrêté par la police militaire pour dissipation de munitions », a ajouté Lambert Mende. Les sources aéroportuaires, pour leur part, ont une autre lecture des faits. Des hommes armés non identifiés auraient, d'après elles, fait irruption sur le site et commencé à tirer directement vers l'aéroport entraînant un échange des tirs avec les soldats de la force aérienne en faction. Aucun détail n'a été donné sur le nombre des assaillants ni sur celui des victimes. Aux dernières nouvelles, le calme est vite revenu dans cette partie de Kinshasa. Notons que cet incident intervient dans un contexte trouble, précisément au lendemain des événements tragiques du 30 décembre ayant fait plus d'une centaine de morts à Kinshasa, Lubumbashi, Kolwezi et Kindu.

A.D.

MESSAGE DE VŒUX

Martin Kobler invite à la promotion de la bonne gouvernance

Le patron de la Monusco a demandé au gouvernement de la République à ne pas ralentir le rythme et à s'attaquer aux causes du conflit.



Martin Kobler, le patron de la Monusco

« Son courage, ses convictions, sa foi en un avenir meilleur sont autant de traits qui me persuade que le Congo a toutes les cartes en main pour devenir un pays stable », a déclaré le patron de la Monusco dans son message de vœux à la population congolaise, au gouvernement et à la communauté internationale en marge des festivités de Nouvel An. Pour

l'année 2014 qui commence, Martin Kobler dont le message était délivré par le représentant spécial adjoint, Abdalah Wafy, a invité le gouvernement à ne

pas ralentir le rythme et à s'attaquer aux racines du conflit. Il a formulé le vœu de voir la nouvelle année être celle de la pleine réalisation des aspirations des Congolais à la paix et à la sécurité « pour que puisse s'amorcer le véritable cheminement vers le développement ».

À titre recommandations, il a exhorté le gouvernement à promouvoir la bonne gouvernance et le respect des droits humains. Il faut, a-t-il précisé, « travailler pour une exploitation régulée des ressources naturelles, une coopération régionale plus dynamique et plus stable et le respect des droits humains, qui sont des clés d'une sortie de crise durable et d'une entrée dynamique dans la paix et le développement ».

Martin Kobler dont les quatre mois passés à la tête de la Monusco ont été mis au service de changement pour un Congo libéré de l'emprise du mal s'est, par ailleurs, félicité

des progrès réalisés en 2013. La signature de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, le déploiement d'une brigade d'intervention ainsi que la défaite militaire du M23 constituent à ses yeux des indicateurs sérieux qui augurent des perspectives alléchantes pour la RDC à l'entame de cette nouvelle année.

A.D.

NOUVEL AN

Les Kinois ont festoyé dans l'angoisse

Le spectre de la peur de l'inconnu aura rythmé les rejoissances tant à Kinshasa, à Kindu, qu'à Lubumbashi, Kolwezi et ailleurs.

C'est dans la frayeur que de nombreux Kinois ont passé leur réveillon de Nouvel An. Les événements tragiques survenus le 30 décembre étaient encore frais dans les esprits à telle enseigne que beaucoup d'entre eux ont préféré ne pas quitter leur domicile. La propension à s'éclater et à jouir pleinement qui avait gagné plusieurs au départ a cédé à la prudence. D'où l'ambiance plutôt mitigée qu'avait connue la capitale dans la nuit du 31 décembre 2013 au 1er janvier 2014. Les plus téméraires, eux, ne se sont pas faits prier pour investir les sites d'ambiance tels que le couloir Madiakoko ou alors la place Victoire dans la commune de Kalamu. La bière a

coulé à flot sur fond des sons stridents du dernier Ferré Gola ou de Fally Ipupa. A la place BKTF dans la commune de Masina ou encore au rond-point Ngaba, les bars n'ont pas fermé quoique l'ambiance fût loin d'atteindre son zénith comme autrefois. Le passage des patrouilles mixtes Fardc-police nationale sur diverses artères de la ville avait dissuadé de nombreux Kinois à se terrer chez eux. Certains ont dû renoncer à sortir en se faisant raconter, par des voies informelles, le film des événements du 30 décembre. La rumeur publique a avancé des chiffres au-delà du bilan officiel. Ce qui avait rajouté à la psychose générale. Certaines sources ont parlé d'un « carnage » à l'aéroport de Ndjili et d'autres ont témoigné avoir vu de nombreux blessés être évacués dans des hôpitaux.

Cependant, les veillées de fin d'année qu'organisent généralement les églises de réveil n'avaient pas connu leur affluence de grand jour. Tout le monde était pour ainsi dire sur le qui-vive bien que l'appel du gouvernement ait exhorté la population à vaquer normalement à ses activités. Les concerts de musique n'étaient plus le centre d'intérêt. La cherté des produits alimentaires occasionnée par les fêtes, mais aussi le délestage du courant électrique, absent dans plusieurs quartiers, avaient également estompé les ardeurs des Kinois à festoyer dignement.

Dans d'autres coins du pays, l'ambiance était tout aussi délétère à l'instar de la ville de Matadi (Bas-Congo) où des nombreux agents et fonctionnaires de l'Etat ont continué à attendre désespérément leur salaire du mois jusqu'au 31 décem-

bre. Fauchés, ils ne savaient comment festoyer avec leurs familles. Dans d'autres parties du pays, telles qu'à Lubumbashi, la population s'est réveillée le 1er janvier sous les coups de feu nourris créant une panique généralisée. Un militaire en état d'ivresse a ouvert le feu à la Grande Place de la poste sans que l'on ne sache pourquoi provoquant un échange de tirs avec des militaires d'une autre unité en faction. On dénombre plusieurs blessés parmi les militaires plus un mort et quatre civils blessés, indiquent des sources militaires. Même scène également dans la ville de Kisangani où un militaire intercepté dans une cabine au quartier Mangobo et soupçonné de vol a été passé à tabac par des jeunes hystériques. Ces derniers craignant les repréailles des militaires de la garde républicaine qui

tenaient à venger leur compagnon ont, par dizaines, fui la cité pour gagner la brousse.

D'une manière générale, les fêtes de Nouvel An n'ont pas été à la hauteur des attentes. Le spectre de la peur aura rythmé les festivités tant à Kinshasa, Lubumbashi, Kolwezi et Kindu. Timidement, les Kinois tentent d'oublier ce qui s'était passé pour normaliser leur vie de tous les jours. Au lendemain des fêtes, les activités tournent encore au ralenti. Le centre-ville est quasi déserté. Personne n'ose prendre le risque de s'y hasarder par ces temps qui courent. De nombreux services tant de l'Etat que des particuliers tardent à reprendre. Une morosité ambiante s'est installée dans le vécu des kinois. Peut-être que demain serait mieux...

Alain Diasso

BANDUNDU

La Céni veut récupérer les anciens agents électoraux temporaires

L'action rentre dans le cadre des préparatifs de l'opération de fiabilisation du fichier électoral et de stabilisation des cartographies opérationnelles dans la province.

La Commission électorale nationale indépendante (Céni) s'entend à récupérer les anciens agents électoraux temporaires. Parmi les conditions posées, cette institution tient sur la moralité.

Selon un communiqué de la Céni signé par son rapporteur, Jean-Pierre Kalamba, et publié à cette fin, cette structure ne compte, en effet, faire passer au test d'évaluation prévu pour le 8 janvier que ceux qui ne se seraient pas compromis lors des scrutins passés.

Dans les besoins exprimés pour ses antennes, la Céni a noté une nécessité en informaticiens, en formateurs additionnels et en préposés à la collecte des données opérationnelles. Mais pour la Céni, les informaticiens seront identifiés parmi les Contrôleurs techniques provinciaux, les techniciens ayant travaillé pendant la révision du fichier électoral, les informati-



Des agents électoraux

ciens des bureaux de réception et de traitement des candidatures et les informaticiens Télécom ayant installé le Vsat.

Alors que les formateurs seront identifiés parmi les anciens formateurs électoraux nationaux, provinciaux et territoriaux. Et les préposés à la collecte des données viendront des anciens contrô-

leurs techniques territoriaux et les opérateurs de saisie.

La Céni organise, en effet, du 3 au 6 janvier, au niveau de ses antennes, la séance de la confirmation de la disponibilité des candidats, qui ont été appelés à se munir de leurs cartes d'électeur.

Lucien Dianzenza

MARCHÉ AUTOMOBILE

Porsche prête à s'implanter en RDC

Le constructeur allemand est déterminé à poursuivre son développement en Afrique subsaharienne, et déjà les investisseurs locaux sont sollicités pour l'implantation de la marque au Cameroun, au Congo-démocratique, en Ethiopie, au Gabon, en Côte d'Ivoire, en Namibie, au Sénégal, en Tanzanie et en Zambie.

Le constructeur a vendu environ 2000 Porsche au cours des trois premiers trimestres de l'année 2013. 10% de ces ventes ont eu lieu dans trois pays africains : l'Angola, le Ghana et le Nigéria. D'ailleurs, il s'est installé récemment dans ces pays. Aussi ce marché est-il considéré comme prometteur. En Afrique du Sud, il est opérationnel depuis plusieurs décennies, et ses ventes

ont augmenté de 40% par an ces deux dernières années. Ce regain des ventes des autos reconforte les constructeurs automobiles engagés ouvertement dans une bataille féroce pour conquérir des parts de marché dans un continent en pleine croissance économique depuis plusieurs années, et où la classe moyenne est estimée à 300 millions d'habitants, selon les statistiques de la Banque africaine de développement. Pas étonnant que d'autres constructeurs tout aussi prestigieux décident enfin de s'installer durablement en Afrique. Parmi eux, on cite la marque Mercedes toujours adulé par la classe aisée.

En Afrique du Sud, Mercedes possède une usine d'assemblage capable de mon-

ter 20 000 modèles chaque année. Dans cette guerre des grands constructeurs, la marque BMW sort son épingle du jeu, avec 34 000 autos vendues en 2012 dans le continent. D'ailleurs ces ventes ont connu une augmentation de l'ordre de 11% par rapport à 2011. L'on signale aussi le doublement des ventes de la marque Audi dans certaines régions du continent, soit 22 000 autos vendues en trois ans. Aussi cette tendance à l'installation durable des grands constructeurs dans le continent africain permet-elle de trouver une solution tout aussi durable au problème posé par la difficulté de trouver des pièces d'origine dans un marché envahi par des produits pirates.

Laurent Essolomwa

SANTÉ

Prestation de serment des nouveaux dentistes

Cinquante nouveaux dentistes viennent de rejoindre la grande famille de dentistes réunis au sein de l'Association nationale des chirurgiens-dentistes (ANCD).

C'est au salon rouge du ministère des Affaires étrangères et cela devant le secrétaire général de la Santé publique, le Dr Pascal Mukengeshay Kupa, représentant le ministre de la Santé publique, le vice-doyen chargé de la recherche à la faculté de médecine de l'Université de Kinshasa, le chef de département bucco-dentaire, de la présidente de l'ANCD, et du médecin directeur adjoint des Cliniques universitaires que ces dentistes ont prêté serment.

À travers ce serment, les nouveaux membres de l'ANCD s'engagent ainsi à consacrer leur vie au service de l'humanité et à considérer la santé du malade comme prioritaire : « *Au moment d'être admis au nombre des membres de la profession médicale, je prends l'engagement solennel de consacrer ma vie au service de l'humanité, je garderai à mes maîtres le respect et la reconnaissance qui leur sont dus, j'exercerai mon art avec conscience et dignité, je considérerai la santé de mon patient comme mon premier souci, je respecterai le secret de celui qui se sera confié à moi, je maintiendrai, dans la mesure de mes moyens, l'honneur et les nobles traditions de la profession médicale, mes collègues seront mes frères.* »

Ces nouveaux dentistes qui sont animés par le souci de se regrouper en vue de mieux organiser leur profession ont par le biais de leur délégué, le dentiste Alex Cilambu, demandé au gouvernement de pouvoir organiser dans toutes les structures médicales du pays le service de dentisterie. « *Ce qui nous permettra d'assurer une bonne prise en charge de cette pathologie* », fait-il savoir après avoir demandé au pouvoir public de leur donner la possibilité de se regrouper en ordre pour bien contrôler la profession. Cela conformément aux principes de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation internationale du travail. Le secrétaire général de la Santé publique, qui a salué les autorités académiques pour les efforts consentis à la formation de cette catégorie de cadres médicaux, demande à ceux-ci de ne pas se concentrer seulement à Kinshasa mais « *d'aller partout où le besoin se fera sentir parce que le territoire congolais est vaste et la population de l'arrière-pays n'a pas accès aux soins bucco-dentaires.* »

Pour sa part, la présidente de l'ANCD, le Dr Brigitte Banza, a invité les nouveaux dentistes à respecter leur engagement. Car, soutient-elle, « *la conscience, le respect, l'honneur et la noblesse de la profession médicale et la dignité doivent vous habiter de tout temps dans votre vécu quotidien et, surtout, dans l'exercice de votre profession.* »

Aline Nzuzi

FOOTBALL

Baudouin Lofombo, nouveau coach de l'Étoile du Congo Brazzaville

Le sélectionneur des Léopards football de moins de 20 ans de football, Baudouin Lofombo Geleme, devient le nouveau patron du staff technique du club de l'Étoile du Congo de Brazzaville. Il a signé, le 28 décembre 2013, un bail d'une saison avec le club brazzavillois, dans l'objectif de ramener le club en compétitions africaines interclubs en 2015.

Actuellement dirigé par Cyr Ébina, ce club historique du Congo Brazzaville n'a plus fait parler de lui depuis plusieurs années dans un pays où la formation de Léopards de Dolisie, dirigée par Rémy Ayayos, a conforté sa domination. La direction de l'Étoile du Congo a donc recouru au service de Lofombo pour imprimer un nouvel élan et aussi revenir dans le firmament du football du Congo Brazzaville.

Ancien footballeur, Lofombo avait joué dans l'équipe de Kalamu à Kinshasa avant d'intégrer l'AS Vita Club (actuel V.Club) en 1977 où il s'était ra-



Baudouin Lofombo Geleme

pidement illustré. L'on se souvient de son but contre l'équipe de Panafrica de Tanzanie en huitièmes de finales de l'ex-Coupe d'Afrique des vainqueurs des coupes en 1979. V.Club avait perdu au match aller par un but à deux, avant de battre le club de Dar es Salam par un but à zéro, grâce à une réalisation de Baudouin Lofombo sur une

frappe lourde, en dépit d'un grand match du gardien de but tanzanien Djuma. L'on se souvient de son doublé contre Canon de Yaoundé du gardien de but Thomas N'Kono à Kinshasa (3-1), avant que V.Club ne soit ridiculisé à Yaoundé (1-6) au match retour. Les coéquipiers de Lofombo à l'époque furent le gardien de but Mbuya, Tamun-

dele, Kisweswe, Mbungu Taty, Lobilo, Kadima, Mayanga Maku, Kondi, Katshimuka, Ofualuka, Pombi, Baku, Ngenge, Ngoma, Eloni, Kembo, etc.

International, Lofombo a aussi marqué son passage au sein des Léopards de la RDC. Son doublé contre les Diables rouges du Congo Brazzaville à Kinshasa lors des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations Nigeria 1980 n'a pas du tout disparu de la mémoire des Congolais (Zairois à l'époque). L'ex-Zaire s'était imposé à Kinshasa par quatre buts à un, après leur défaite à Brazzaville par deux buts à quatre. Ensuite, Lofombo a quitté V.Club pour Anvers en Belgique. On l'a de nouveau revu en sélection avec lors de la fameuse claque infligée au Congo Brazzaville en 1985 par cinq buts à deux. Lofombo avait d'ailleurs inscrit l'un de cinq buts des Léopards composés des joueurs comme Santos Mui-tubile, Eugène Kabongo Ngoy, Kiyika Tokodi, Kingambo, Kongolo Kalombo, etc.

Devenu entraîneur de football, il s'est occupé de l'encadrement technique des clubs de Kinshasa comme Canon de N'Djili, SC Rojolu (qui l'a conduit au sacre du championnat de l'Entente provinciale de football de Kinshasa -Epfin- en 2012), Olympique club de Kinshasa. C'est au regard de ses prestations qu'il a été promu sélectionneur des Léopards de moins de 20 ans. Sous sa direction, la RDC a réussi à se qualifier pour la première fois de son histoire à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations juniors, disputée en 2013 en Algérie. Il a aussi fait partie du staff technique de la sélection juniors de la RDC au Tournoi international de Toulon en France et a été sélectionneur des Léopards U20 aux Septièmes Jeux de la Francophonie. Il va désormais diriger le staff technique de l'Étoile du Congo qui dispose d'un palmarès éloquent de treize Coupes de la République du Congo Brazzaville.

Martin Enyimo

BILAN 2013

Une économie redynamisée

Des secteurs vitaux parmi lesquels les bâtiments et travaux publics, les mines et les télécommunications, ont connu la reprise de leurs activités au cours de l'année dernière

À en croire les données du gouvernement et de la Banque mondiale (BM), le taux de croissance de l'économie congolaise au dernier trimestre de l'année 2013 s'est établi à 8,2%, soit une hausse enregistrée par rapport à 2012. En effet, il s'était fixé à 7,2% au cours de la même période, en 2012. Le taux de croissance affiché en 2011 par la RDC était de 6,9%. Quant à l'inflation, son taux s'est situé en 2013 à 9,5%, contre 2,13% en 2012 et 15,4% en 2011. Pour sa part, la monnaie nationale a connu une dépréciation, s'établissant à 930 FC le dollar américain, contre 918 FC en 2012 et 910 FC en 2011. Au regard de ces statistiques économiques, il est confirmé la bonne évolution du cadre macro-économique, et l'atteinte des objectifs du programme économique du gouvernement pour l'année 2012. Cette tendance positive s'est même accrue et consolidée en 2013.

Pour certains analystes, les résultats ainsi récoltés au cours de l'exercice 2013 sont le fruit des politiques gouvernementales dans les domaines de l'économie, du budget, de la monnaie et du change. À ce titre, ils ne peuvent qu'augurer de très bonnes perspectives pour la RDC. Mais, encore une fois, ces bons résultats se concentrent au niveau du cadrage macroéconomique, et ne se traduisent pas concrètement par une amélioration notable du social des Congolais. Cette faible répercussion sur le vécu quotidien des populations commencerait même à inquiéter le patronat national, a-t-on appris. Celui-ci a réitéré une fois encore la nécessité de chercher la croissance dans les secteurs à forte capacité de création d'emplois, notamment l'agriculture et l'agro-industrie. En dépit de son rôle de moteur de la croissance économique congolaise, le secteur minier demeure malheureusement peu inclusif, et le pays doit relever le défi d'accroître ses investissements dans l'agriculture, notamment pérenne, et dans les infrastructures. Au-delà, la RDC ne peut plus rester indéfiniment dépendant des importations pour assurer sa sécurité alimentaire. Il devient impérieux de mettre en place des politiques agricoles, d'encourager l'aménagement du territoire, c'est-à-dire une meilleure classification des zones agricoles, d'élevage, d'exploitation forestière ou minière, d'habitat et d'infrastructures.

Laurent Essolomwa

FOOTBALL-TRANSFERT

Gabriel Zakuani quitte Peterborough United pour Kalloni FC en Grèce

Le défenseur central international congolais, Gabriel Zakuani, a quitté la troisième division anglaise où il évoluait à Peterborough United pour la D1 grecque.

Gabriel Zakuani a signé un bail de six mois avec Kalloni FC et devrait déjà faire ses débuts dans le championnat de la Grèce le 4 janvier contre Olympiakos de Pirée. A 27 ans, le colosse congolais se relance donc hors de l'Angleterre où il a débuté en football. Il a livré deux cents matchs avec Peterborough depuis son arrivée de Fulham en 2008. Mais au cours de cette saison 2013-2014, il n'est plus entré dans les plans du manager Darren Ferguson. Après avoir refusé de prolonger de trois ans son contrat avec Peterborough, Gabriel Gabby Zakuani a été mis sur la liste des joueurs transférables.

Il a joué pour la dernière fois avec Peterborough en novembre 2013 lors de la défaite du club (2-3) face à Brentford. « Je voudrais remercier Peterborough United pour ces cinq dernières années et demie pour tous les bienfaits, et aussi pour ma santé. C'est un challenge nouveau pour moi de jouer au championnat grec et je vais de l'avant », a-t-il déclaré sur le site web de Peterborough United. Notons que son contrat avec le club anglais devrait expirer à la fin de cette saison. Gabby Zakuani a débuté sa car-



Gabriel Zakuani

rière à Leyton Orient en division inférieure en Angleterre (2002-2006), ensuite il a été transféré Fulham (2006-2009) où il est peu utilisé ne livrant que des matchs de coupes. En 2007, Fulham le prête à Stoke City. Il n'y a joué que neuf matchs, avant de revenir à Fulham pour directement prendre la direction de Peterborough United en septembre 2008. Bénéficiant de la confiance de l'entraîneur, il a fait trente-deux appari-

tions dans l'équipe première et a marqué un but de la tête sur un corner. Lors de la saison 2009-2010, malgré une bonne saison personnelle, son club a été relégué en 3e division. Le 24 juin 2011, il a signé une prolongation de contrat à Peterborough pour trois années supplémentaires et a été nommé capitaine du club pour la saison 2012-2013. Suite à la relégation du club en League One au terme de la saison, il demande à être placé sur la liste des transferts afin d'évoluer à un plus haut niveau. Sa carrière internationale, il a débuté le 21 août 2005 avec la RDC contre la Guinée en match amical. Il a souvent été appelé en sélection depuis, mais en restant sur le banc ou écarté de la dernière liste des joueurs retenus. Zakuani a été convoqué par le sélectionneur Claude Le Roy en 2012 et a pris part à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations 2013 en Afrique du Sud. Il compte donc une dizaine de sélections avec les Léopards.

M.E.

FOOTBALL-TRANSFERT

Des Congolais de la RDC débarquent à Diabes noirs de Brazzaville

Les entraîneurs Raoul Jean-Pierre Shungu et Fanfan Époma, ainsi que le meneur de jeu Yannick Tusilu, sont désormais membres de ce club.

Deux entraîneurs de football et un meneur de jeu de la RDC vont prêter cette année au sein de l'équipe de Diabes noirs de Brazzaville. Anciens coach du FC Saint-Éloi Lupo de Lubumbashi et de l'AS V.Club, Raoul Jean-Pierre Shungu fait désormais partie du staff technique du club de Brazzaville comme entraîneur principal. Ce technicien congolais qui a aussi entraîné au Rwanda et aux Seychelles a quitté son dernier club, Lupo, pour des raisons profes-



Raoul Jean-Pierre Shungu



François Epoma Bolenge



Yannick Tusilu Bazola

sionnelles, a-t-il dit, estimant que la gestion administrative des Cheminots du Katanga dérangeait sa tâche technique. En séjour à Kinshasa, il était sur le point de signer avec le FC MK de l'homme d'affaires Max Mokey Nzangi lorsqu'il a été contacté par Diabes noirs.

Raoul Jean-Pierre Shungu a pour adjoint François Époma Bolenge, qui a récemment quitté le banc du SC Rojolu, lanterne rouge du groupe B du championnat national de la RDC. Époma a aussi prêté ses services à Sanga Balende de

Mbuji-Mayi, au Daring Club Motema Pembe et à la formation de Les Stars où il a fait ses débuts au pays après avoir obtenu son diplôme d'entraîneur en Belgique. Les deux techniciens se sont donc engagés avec Diabes noirs.

Les deux entraîneurs vont compter dans leur effectif le milieu de terrain organisateur international de la RDC Yannick Tusilu, qui a quitté AC Léopards de Dolisie pour Diabes noirs. Tusilu a atterri au Congo Brazzaville après une sorte de bras de fer avec son club précédent, TP Mazembe

de Lubumbashi. Le joueur qui était très peu utilisé chez les Corbeaux du Katanga avait décidé de quitter Lubumbashi. C'est donc au forcing qu'il a rejoint AC Léopards avec lequel il a pris part à la Ligue des champions. Ancien meneur de jeu du Daring Club Motema Pembe où il s'était révélé avant d'aller à Mazembe, Yannick Tusilu se relance ainsi donc à Diabes noirs où il aurait touché une prime de signature de 80 mille dollars américains, selon le site web Léopardsfoot.

Martin Enyimo

CHAN 2014

La délégation de la RDC délogée de l'hôtel à Polokwane

La troisième édition du Championnat d'Afrique des Nations (Chan) est très mal enclenchée pour les Léopards locaux de la RDC. En Afrique du Sud depuis le 29 décembre 2013 pour achever leur préparation avant leur premier match le 14 janvier, ils ont été sommés de quitter leur hôtel pour n'avoir pas payé les frais d'hébergement.

Rien ne va plus pour les Léopards locaux de la RDC actuellement en séjour à Polokwane en Afrique du Sud. Après leur départ de Kinshasa, le 29 décembre 2013, dans des conditions qualifiées d'«exécrables» par le président de la Fédération congolaise de football association (Fécofa) Constant Omari, ils ont été délogés de l'hôtel, le 3 janvier, pour n'avoir pas payé les frais d'hébergement, indique Radio Okapi qui a joint le coordinateur des équipes nationales de la RDC, Théobald Binamungu. Ce dernier a déclaré : « Ce matin, nous étions délogés de l'hôtel ici à Polokwane, faute de paiement. Nous sommes dans une situation très embarrassante mais nous essayons de faire encore confiance au gouvernement. Mais si jusqu'à



Les Léopards locaux

demain après le match amical contre le Mozambique la prise en charge n'est pas là, nous serons obligés de rentrer au pays. Ce sera triste ». La RDC a visiblement perdu toute crédibilité au regard des propos de Binamungu : « Les hôtels ne veulent pas nous enten-

dre. Nous ne sommes plus crédibles, nous sommes bourrés de dettes partout. On ne nous reçoit pas. Imaginez-vous qu'on n'arrive pas à faire manger l'équipe nationale. Même de l'eau pour les entraînements, on en manque. C'est très malheureux ».

Notons que la RDC est le premier pays qualifié pour la troisième édition du Chan à rejoindre l'Afrique du Sud. En fait, le sélectionneur Santos Muitubile tenait à conclure la préparation de son groupe en Afrique du Sud, avant l'entrée en lice des Léopards locaux le 14 jan-

vier à Polokwane contre les Mourabitounes de la Mauritanie. Mais la prise en charge officielle des équipes qualifiées par l'organisateur de la compétition est prévue pour le 8 janvier. Toute sélection qui joint le lieu de la compétition avant cette date doit se prendre en charge. C'est le cas de la RDC qui devrait se prendre en charge du 29 décembre 2013 jusqu'au 7 janvier. L'on en vient à se demander s'il y avait une synergie entre le gouvernement et la Fécofa à propos du voyage de la délégation congolaise en Afrique du Sud. Est-ce que ce voyage en Afrique du Sud avant la date de la prise en charge par l'organisateur avait été accepté par le gouvernement ? Car l'exécutif national n'a pas pris la décision de mobiliser les fonds en faveur des Léopards locaux qui, déjà, s'étaient préparés dans des conditions très difficiles à Kinshasa avant de prendre l'avion pour l'Afrique du Sud. Et d'ailleurs, la Fécofa, a affirmé Constant Omari, a emprunté 60 mille dollars américains auprès des cambistes pour les frais de voyage des joueurs.

M.E.

Les Dépêches de Brazzaville

**VOUS SOUHAITENT
UNE BONNE ET HEUREUSE
ANNÉE**



HUMEUR

Quand les fêtes de fin d'année entraînent l'abus d'alcool chez les jeunes

Il faut agir vite, car la jeunesse qui se livre abusivement à l'alcool court des risques physiologiques et sociaux innombrables. Où êtes-vous, chers parents ? Pourquoi cette indifférence ?

On ne le dira jamais assez : les fêtes de fin d'année viennent une fois de plus démontrer que le lien entre la jeunesse et l'alcool est en train de prendre des proportions regrettables et dangereuses. La fête n'est nullement l'ultime occasion où les parents assistent impuissamment à la prise d'alcool par des adolescents, voire des gamins dont l'âge varie entre dix et treize ans. Et pourtant, les parents, plus expérimentés car connaissant les conséquences sociophysiologiques de l'abus d'alcool, devraient radicalement intervenir pour mettre fin à ces comportements. Les fêtes de fin d'année ne sont pas l'occasion d'offrir de la bière aux enfants, mais le moment où les membres de la famille, dispersés à cause des lieux d'habitation et des raisons de service, peuvent à nouveau se retrouver pour relancer la solidarité familiale. Et cela peut se faire sans abus d'alcool.

Le malheureux constat est le suivant : des petits réveillons, parfois encouragés par les adultes, sont organisés par des enfants avec leurs camarades aussi bien dans des débits de boissons que dans leurs propres parcelles. Et au cours de ces réveillons, de grandes quantités d'alcool sont consommées. Le Congo de demain porte ses espoirs sur ceux qui sont jeunes aujourd'hui. Pourquoi alors cette montée en puissance du rapport de la jeunesse vis-à-vis de l'alcool ? Et la conséquence sociale peut être une jeunesse non soumise, non courtoise, impudique, manquant à toutes les civilités et prête à des actes antisociaux du genre viol, vol, braquage, vandalisme, grand banditisme, et autres. La surveillance parentale est donc essentielle.

Et si l'on fait l'hypothèse que cinq jeunes à une même table lors d'un réveillon arrivent à boire une quinzaine de bouteilles de quelques cdegrés d'alcool en trois heures, combien peuvent-ils en consommer pendant dix heures, puisqu'ils restent là jusqu'au matin ? Et à quelles limites commence l'abus qui déclenche une dépendance à l'alcool et occasionne sans nul doute des dysfonctionnements physiologiques ? Si chez certains adultes, prendre de l'alcool peut paraître le moyen de régler des problèmes sociaux, chez le jeune les raisons sont-elles les mêmes ? Et lorsqu'on interroge cette jeunesse qui s'enferme dans l'alcool, une minorité n'hésite pas à dire qu'elle boit pour chasser l'ennui, oublier les soucis quotidiens ou encore surmonter des problèmes familiaux, scolaires ou amoureux. Quand l'alcool est consommé pour de telles raisons, il y a lieu de s'inquiéter.

Les revues scientifiques qui traitent de l'alcoolisme chez l'adolescent ont mis en lumière que les jeunes qui boivent pour résoudre leurs difficultés sont plus à même de consommer de façon problématique. D'autres jeunes, par contre, disent que consommer de l'alcool, c'est chercher à être ensemble, à s'amuser et à se conformer à la pression du groupe. Une chose est vraie, la prise abusive d'alcool par la jeunesse est une mauvaise chose : « *La très grande plasticité du cerveau des adolescents, et le fait que celui-ci subisse de nombreuses transformations durant la puberté augmentent le risque que les jeunes l'endommagent davantage que ne le feraient les adultes pour une même quantité d'alcool consommée* », nous a révélé un médecin.

Par ailleurs, il a été démontré que les jeunes qui consomment de l'alcool avant l'âge de 21ans augmentent de 70% le risque d'être aux prises avec un problème de consommation de drogue. Sans parler des saignements gastro-intestinaux, d'arythmie cardiaque, de dépression respiratoire, d'une baisse d'appétit, d'une perte de poids, d'eczéma, de maux de tête et de troubles de sommeil, voire du coma éthylique. Il faut aussi signaler que la consommation d'alcool par la jeunesse est associée au défaut d'utilisation du préservatif lors des rapports sexuels, avec pour conséquences la transmission de maladies, les infections et les grossesses non désirées.

Il devient urgent que des brigades de conscientisation de la jeunesse en matière d'abus d'alcool se créent un peu partout dans le pays, car la nation a besoin d'une jeunesse intelligente, saine et consciente.

Faustin Akono

SECTEUR INFORMEL

Le lavage de véhicules participe au gagne-pain des jeunes

C'est le seul métier, bien qu'étant informel, qui a fonctionné la journée du 2 janvier dernier contrairement à l'administration publique. Et vu la masse des jeunes déscolarisés ou pas qui arrivent dans ce métier, le secteur mérite d'être formalisé.

services de déguerpissement qui pensent que nous rendons les abords des artères et avenues sales».

Une initiative qu'apprécient de nombreux propriétaires de véhicules qui pensent que ces jeunes comblent le vide laissé par les

ronnement est une chose réelle. Ainsi, au lieu d'abandonner ce métier à certains opérateurs privés mal organisés, les autorités devraient se préoccuper de l'ouverture des lavages publics organisés avec la possibilité de recruter des jeunes. Une démarche pour résorber le chômage en milieu juvénile.

Cette question interpelle à la fois les autorités en charge des questions d'insertion socio-professionnelle de la jeunesse et les municipalités. Dans tous les arrondissements de Pointe-Noire, ces jeunes laveurs de voitures sont dispersés partout occupant des sites primitifs.

En effet, interrogés sur le traitement qui leur est réservé par les propriétaires de ces espaces de lavage, les jeunes ont évoqué différents aspects de problèmes. Cela va de la prime perçue qui n'est pas conséquente à l'absence de contrat de prestation ou de service. Sans compter les mauvais procès qui leur sont faits chaque fois qu'un vol d'objet est constaté sur le véhicule. « *Plusieurs fois nos amis ont passé des nuits dans des commissariats de police pour des faits qui nous échappent. C'est un système institué par les propriétaires de lavage pour ne pas nous payer à la fin du mois* », avoue un « laveur ». D'où le souhait pour certains d'évoluer en individualité ou dans des coopératives bien organisées que d'être au service des « patron-exploiteurs ».

F.A.



Ce métier qui apporte des recettes aux jeunes, bien que n'étant pas réglementé, participe considérablement à leur insertion socio-économique. Interrogé sur le profit que ce métier peut engendrer, Kota-Kota, l'un des laveurs installé aux abords de la rivière Tchikobo déclare : « *Je suis chef d'une famille. Je vis grâce à ce métier de lavage des véhicules. Les recettes varient en fonction du nombre de voitures que l'on peut laver et aussi en fonction de la qualité et de la dimension de la voiture. Mais nous déplorons l'attitude des*

pouvoirs publics. Mieux vaut, dit l'un d'eux, voir les jeunes se débrouiller ainsi au lieu de verser dans des actes blâmables tels que les braquages. Une chose est vraie, a poursuivi ce client, ce métier nécessite une attention de la part des autorités de la République et municipales qui devraient se préoccuper de sa réglementation.

L'ouverture des parcs publics ou municipaux : une solution au chômage
Il va sans dire que ce problème de lavages de voiture qui salit l'envi-

HIP-HOP

Le deuxième album de Teddy Benzo déjà disponible

Sorti ce 31 décembre, l'album de cet artiste rappeur congolais intitulé « Illégal » est disponible en téléchargement sur les sites Internet de musique et sera mis sur le marché ponténégrin et brazzavillois dès demain, mercredi 1^{er} janvier. L'album sera présenté lors d'un point de presse et d'un show, le 4 janvier à l'espace culturel Jean Baptiste Tati Loutard de Pointe-Noire.

Sortie sous le label Belle rage music, l'œuvre compte 18 titres dont 11 featurings avec des rappeurs, chanteurs et chanteuses bien connus de la place, notamment Bakus, Mixtone, Malak, Myriam, Sosey, Mabstrong, Nestellia Forest, Doppy, Jah Marley, Dickens, Trice P, Barry ou Zeus Millions. Ce bataillon d'artistes aux styles différents a donné un cocktail de musiques aux nombreuses couleurs, avec des titres comme : My city, Chez nous, Mwana mboka, African soldier, Pour la famille, To zo ya, Champs de bataille, Le poète de la rue, Hutsler 4 life... L'album « Illégal », dont le premier clip sera diffusé à partir de demain sur les chaînes de radio et de télévision de la ville, est le deuxième de Teddy Benzo alias Space man. Ce, après « Street business » une mixtape



(album disponible gratuitement) sorti en novembre 2011.

L'artiste rappeur Teddy Benzo a fait ses premiers pas dans le hip-hop en 1990 au sein du groupe « Impartial Def » où il avait pour coéquipiers les rappeurs Poki Diama Star et Stone. Après le départ pour l'étranger de ceux-ci, l'artiste intègre le PAC (Production Afro cen-

trique) avant de créer le label « Large production » avec Cam, un artiste rappeur gabonais, et Léon, Beatmaker et producteur de la RDC (République démocratique du Congo) rencontré en Afrique du Sud où sa carrière sportive de basketteur l'a emmené. Pour des raisons professionnelles, Teddy met sur pied le label « Belle rage » avec Cam.

De retour au pays, il travaille avec l'artiste rappeur, animateur et mécène Bakus et sa structure baptisée « Nous-mêmes production ». Teddy participe aux travaux de l'album de ce dernier intitulé « Bien plus que des mots » sorti en 2009 ainsi qu'à la compilation « Dangereuses combinaisons ». Il relance le label Belle rage avec l'appui de Bakus et Doc Abdoulaye en septembre 2012, ce qui a permis la sortie de son premier album « Street business » et son deuxième (Illégal) cette année.

Lucie Prisca Condhet

FOOTBALL

Près de cinq mille places supplémentaires au stade de Dolisie

Les travaux de réaménagement du stade ont été entamés pour accroître le nombre de places assises.

Dans quelques mois, le stade Denis-Sassou-N'Gusso de Dolisie pourra accueillir un public plus nombreux. En effet, le réaménagement en cours permettra de disposer de six gradins supplémentaires. Deux d'entre eux prolongeront de part en part la tribune officielle.

Les autres sont construits derrière les buts, dans des espaces jusque-là restés vides. Ainsi, le stade qui n'avait que trois mille places environ en comptera finalement près de huit mille, à en croire Jean-Claude Moukengue, qui travaille sur le chantier.

Le public sportif de Dolisie se dit satisfait.

« Nous nous réjouissons de l'ajout de places au stade Denis-Sassou-N'Gusso. Cela nous permettra de venir en grand nombre soutenir les Fauves du Niari lors des rencontres qu'ils livreront au championnat national et surtout en ligue africaine des champions », a confié un fervent supporter de l'AC Léopards.

« Le fait d'ajouter des places va élever les recettes du stade notamment lors des grands derbys », a indiqué un

autre.

Le réaménagement concerne également l'aire de jeu. Des plaques de pelouse ont été repiquées sur les espaces dégradés, notamment au niveau des buts et sur les axes des arbitres de touche. Les travaux pourraient durer quatre mois. Soixante-dix ouvriers congolais sont à l'œuvre à côté des Chinois de l'entreprise Zing Wei, chargée du ré-

aménagement de cette face au RD-Congo qui a courbé l'échine 0-1. L'infrastructure a, par ailleurs, abrité la clôture du Championnat national d'élite 1 de football. L'équipe de la localité y a été sacrée championne. Après les travaux de réhabilitation en cours, d'autres titres seront certainement remportés dans ce stade pour la plus grande joie du public sportif congolais.



Une partie des gradins en construction (© Adiac).

aménagement de cette face au RD-Congo qui a courbé l'échine 0-1. L'infrastructure a, par ailleurs, abrité la clôture du Championnat national d'élite 1 de football. L'équipe de la localité y a été sacrée championne. Après les travaux de réhabilitation en cours, d'autres titres seront certainement remportés dans ce stade pour la plus grande joie du public sportif congolais.

Rominique Nerplat Makaya

RÈGLES DE JEU

Le système d'arbitrage au tennis de table

Comme pour les autres disciplines sportives, des arbitres officient dans les rencontres de tennis de table mais leur rôle est différent.

Lors d'une rencontre de tennis de table, l'arbitre est assis sur une chaise positionnée dans le prolongement du filet. Devant lui, un bureau comportant le marquoir qui indique le score et le numéro de la table sur laquelle se mesurent les pongistes. Il est assisté par un adjoint installé en face lui, de l'autre côté de la table. La mission de l'arbitre est de vérifier, entre autres, la conformité des équipements des compétiteurs et les conditions de l'aire de jeu avant d'effectuer le tirage au sort pour le choix du camp. Il peut également recourir au tirage au sort pour départager deux pongistes ou deux équipes portant des maillots similaires afin d'éviter la confusion pendant la rencontre. Après quoi, l'arbitre donne le coup d'envoi même s'il n'est pas doté d'un sifflet pour le faire, comme dans d'autres disciplines sportives.

Pendant la rencontre, il annonce la marque conformément au règlement. Pour annoncer le score pendant une manche, l'arbitre indique d'abord le nombre de points marqués par le joueur ou la paire qui doit servir lors de l'échange suivant, et ensuite le nombre de points marqués par le camp adverse. Le score est exprimé en sets, divisés en points. Ainsi pour valider un set et remporter une manche, il faut atteindre 11 points. L'arbitre annonce alors le score. Son assistant décompte les points, annonce les balles litigieuses de son côté en lui donnant des informations sur les infractions qu'il constate. Les deux veillent donc au strict respect des règles de jeu. Ce n'est qu'en raison d'une incapacité physique que l'arbitre principal peut permettre à un pongiste de déroger à une des règles de jeu, explique l'arbitre nationale Giltrey Missamou, rappelant que l'arbitre dispose d'une échelle de sanctions pour réprimander les actes non réglementaires.

Ainsi, il sanctionne les fautes liées à la destruction volontaire de l'équipement (briser la raquette, la balle ou encore frapper sur la table avec l'intention de détruire) ; les cris excessifs ou propos inconvenants ; l'envoi volontaire de la balle en dehors de l'aire de jeu ; ou les mauvais comportements vis-à-vis de l'adversaire. La sanction infligée dépend donc de la nature de l'infraction commise par le pongiste. Un carton jaune est infligé pour une première faute. Pour la deuxième, le pongiste fautif écope d'un carton jaune et rouge avec un point de pénalité. S'il récidive une troisième fois, il reçoit un carton jaune et rouge assorti de deux points de pénalités. Lors de l'édition 2013 du Championnat national de tennis de table, aucune de ces sanctions n'a été infligée aux pongistes qui ont scrupuleusement respecté les règles de jeu et ont fait preuve d'un fair-play remarquable.

Catégorisation des arbitres

En tennis de table, tous les arbitres ne relèvent pas de la même catégorie. Ils sont hiérarchisés selon les niveaux. L'arbitre de club est le premier échelon, considéré comme une étape d'initiation aux principes de base (déroulement d'une partie, comptage des points, avertissements, temps morts...). Il lui revient de vérifier la conformité de l'équipement des compétiteurs, de tenir à jour le score et de remplir la fiche de la partie. Le statut d'arbitre régional ou départemental nécessite une formation spécifique sanctionnée par un examen. L'arbitre national, quant à lui, est capable d'officier à tous les niveaux dans un pays donné et peut se charger de la supervision des arbitres départementaux. Le niveau le plus élevé est celui d'arbitre international « Blue Badge », qui exerce dans le cadre des phases finales des championnats du monde, des Jeux olympiques et de nombreuses compétitions continentales.

R.N.M.

RÉFLEXION

Où va le Bassin du Congo ?

Répondre à une telle question alors que la Centrafrique et la République démocratique du Congo traversent des moments difficiles est un exercice aussi aléatoire que périlleux. Qui, en effet, peut dire aujourd'hui avec la moindre certitude sur quoi déboucheront demain les événements en cours dans ces deux pays ? Et qui, honnêtement, dispose d'éléments, d'informations, de données suffisamment étayés pour émettre le moindre pronostic sur ce que l'avenir leur réserve ?

L'histoire est là, cependant, pour démontrer que c'est toujours dans les périodes de crise, alors que rien ne permet d'espérer en un futur meilleur, que les peuples trouvent les solutions qui leur permettront de résoudre leurs problèmes et par conséquent de vivre mieux à l'avenir. En témoignent avec éloquence les États-Unis d'Amérique, l'Union européenne, la Chine, la Russie et bien d'autres nations qui se sont construites, ou reconstruites, au sortir de secousses d'une ampleur

inouïe qui, en bonne logique, auraient dû les détruire.

Où va donc le Bassin du Congo ?

Très vraisemblablement et contrairement aux apparences vers la constitution d'une communauté qui abaissera, puis supprimera les barrières artificielles élevées au temps de la colonisation par des puissances extérieures au continent afin de garder la main mise sur les richesses naturelles de cette partie de l'Afrique. Esquissé à travers des entités économiques telles que la Cémac ou la Cécac, ce mouvement ne peut que s'accélérer au fil du temps car il génère des échanges fructueux dont profitent tous les peuples. En effaçant les frontières, la construction de routes, de voies ferrées, de ponts, de ports, d'aéroports désenclave des territoires immenses qui jusqu'alors vivaient isolés, repliés sur eux-mêmes, à l'écart du progrès. Elle crée un mouvement irréversible d'où surgira un jour prochain l'un des marchés communs les plus vivants d'Afrique.

Ce phénomène économique et social est d'autant plus important, d'autant plus rapide qu'il se double d'une explosion de la communication qui abolit, elle, le temps et l'espace. Il suffit pour s'en convaincre de considérer la rapidité avec laquelle le téléphone, la télévision, internet, l'électronique conquièrent l'un après l'autre tous les pays de l'Afrique centrale. Hier réservés à des élites qui vivaient repliés sur elles-mêmes, les nouvelles technologies gagnent rapidement du terrain ; elles s'imposent partout comme l'outil principal du progrès social et créent un marché virtuel qui, à échéance très rapprochée, deviendra un marché réel. Croire, dans un semblable contexte, que les populations continueront à s'ignorer est une illusion, un mirage. Tout, en réalité, se met en place pour qu'émerge à brève échéance du désordre actuel une véritable communauté régionale.

Le problème qu'il convient de résoudre au plus vite est de nature politique. Il résulte, en effet, de l'incapacité où se trouvent les gouvernements, et donc la classe diri-

geante, d'accompagner sur le plan institutionnel le formidable mouvement en avant qui se dessine. Pour des raisons qui tiennent au passé cloisonné qui fut le leur, les États, freinés par des institutions et des administrations pesantes, ne veulent pas, ou n'osent pas, se lancer dans l'aventure communautaire. Ils sont de plus en plus décalés par rapport à la réalité économique et, de ce fait, s'avèrent incapables de prévenir les crises qui menacent leur unité, leur cohésion. Ce qui se passe dans l'est de la République démocratique du Congo et en Centrafrique en est la démonstration accablante.

Même si cela paraît fou aujourd'hui, nous sommes convaincus – et nous ne sommes pas les seuls à l'être – que les crises qui affectent le Bassin du Congo déboucheront demain sur la constitution d'une des plus riches, des plus prospères communautés de nations de la planète. Reste à imaginer comment accélérer le rythme de cette révolution inéluctable, ce qui n'est pas une mince affaire !

Jean-Paul Pigasse